

COI Focus

SALVADOR

Retour au pays après un épisode migratoire

13 juillet 2021 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	6
1. Contexte de la migration salvadorienne	8
2. Organisation des retours depuis la Belgique	9
3. Suivi sur le territoire salvadorien	10
3.1. Programmes d'accompagnement	10
3.1.1. Programmes de l'Etat.....	10
3.1.2. Programmes de la société civile.....	14
3.1.3. Programmes des organisations internationales	15
3.2. Monitoring de la sécurité des rapatriés	16
4. Aperçu des problèmes rencontrés	17
5. Impact du facteur de la migration sur la situation au retour	22
Résumé	25
Bibliographie	26

Liste des sigles utilisés

ACA	Asylum Cooperative Agreements
ALSARE	Alianza de Salvadoreños Retornados
BID	Banco Interamericano de Desarrollo
CAIPEM	Centro de Atención Integral para Personas Extranjeras
CDHES	Comisión de Derechos Humanos de El Salvador
CEAR	Comisión Española de Ayuda al Refugiado
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIDE	Centro de Investigación y Docencia Económicas
CMS	Centre for Migration Studies
COMURES	Corporación de Municipalidades de la República de El Salvador
CONACYT	Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología
CONAMYPE	Comisión Nacional de la Micro y Pequeña Empresa
CONMIGRANTES	Consejo Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante y su Familia
CONNA	Consejo Nacional de la Niñez y la Adolescencia
CRS	Catholic Relief Service
CRS	Congressional Research Service
DAMI	Dirección de Atención al Migrante
DGME	Dirección General de Migración y Extranjería
DHS	Department of Homeland Security
DNAVMF	Dirección Nacional de Atención a Víctimas y Migración Forzada
DOJ	Department of Justice
DW	Deutsche Welle
Fedasil	Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile
FUNDE	Fundación Nacional para el Desarrollo
FUNDEMÁS	Fundación Empresarial para la Acción Social
FUSADES	Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HRW	Human Rights Watch
ICE	Immigration and Customs Enforcement
ICG	International Crisis Group
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
INJUVE	Instituto Nacional de la Juventud
INSAMI	Instituto Salvadoreño del Migrante

INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle
ISDEMU	Instituto Salvadoreño para el Desarrollo de la Mujer
ISNA	Instituto Salvadoreño para el Desarrollo Integral de la Niñez y la Adolescencia
IUDOP	Instituto Universitario de Opinión Pública
LAWG	Latin America Working Group
LCR	Lawyers for Civil Rights
LEME	Ley Especial de Migración y de Extranjería
LGBT	Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre
NTMI	Iniciativa de Gestión de Información de Movilidad Humana en el Triángulo Norte
MAG	Ministerio de Agricultura y Ganadería
MINEC	Ministerio de Economía
MINE	Ministerio de Educación
MINEX	Ministerio de Relaciones Exteriores
MINSAL	Ministerio de Salud
MIRPS	Marco Integral Regional para la Protección y Soluciones para abordar el desplazamiento forzado en Centroamérica y México
MITUR	Ministerio de Turismo
MJSP	Ministerio de Justicia y Seguridad Pública
MS	Mara Salvatrucha
MSF	Médecins sans frontières
MTPS	Ministerio de Trabajo y Previsión Social
OE	Office des étrangers
OEA	Organisation des Etats américains
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OLAV	Oficinas Locales de Atención a Víctimas
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PADF	Pan American Development Foundation
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations unies
PDDH	Procuradería para la Defensa de los Derechos Humanos
PGR	Procuraduría General de la República
PNC	Policía Nacional Civil
PNCA	Países del Norte de Centroamérica
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RCF	Restablecimiento del Contacto entre Familiares

REDLAC	Grupo Regional de Trabajo de Riesgo Emergencia y Desastre en Latinoamérica y el Caribe
RENACERES	Red Nacional de Emprendedores Retornados de El Salvador
RNPN	Registro Nacional de las Personas Naturales
SSPAS	Servicio Social Pasionista
Swisscontact	Fondation suisse pour la coopération technique
TAM	Tribunal Administrativo Migratorio
TPS	Temporary Protection Status
UCA	Universidad Centroamericana José Simeón Cañas
UE	Union Européenne
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	United States Agency for International Development
USCRI	United States Committee for Refugees and Immigrants
WOLA	Washington Office on Latin America
WPR	World Press Review

Introduction

Le présent document est une mise à jour du COI Focus daté du 17 décembre 2020 qui a pour titre *Salvador. Retour au pays après un épisode migratoire*. Il s'intéresse à la situation des Salvadoriens rentrés au pays de façon volontaire ou sous la contrainte depuis janvier 2015. La mise à jour concerne la période comprise entre le 8 décembre 2020 et le 30 juin 2021.

Le retour dans le pays d'origine doit être envisagé lorsque l'étranger ne réunit plus les conditions requises pour son séjour en Belgique. Ce retour peut être volontaire ou forcé. Le retour volontaire signifie que la décision de rentrer revient à l'étranger qui peut soit organiser son voyage lui-même, soit bénéficier d'un programme de retour coordonné par l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) et organisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou par l'Office des étrangers (OE)¹. Par contre, le retour est forcé lorsque la personne est renvoyée dans son pays d'origine par le pays d'accueil, contre son gré. Il est organisé par l'OE².

Ce rapport comprend cinq parties. La première fournit quelques éléments contextuels sur la migration salvadorienne. La deuxième partie décrit l'organisation des retours de Salvadoriens depuis la Belgique. La troisième partie expose les programmes de suivi, sur le territoire salvadorien, des migrants revenus au pays. La quatrième partie passe en revue les problèmes rencontrés par les migrants au retour. La cinquième partie examine l'impact éventuel du facteur de la migration sur la situation des Salvadoriens de retour dans leur pays.

Pour rédiger ce rapport, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, le Cedoca a consulté des rapports spécialisés et des articles publiés par la presse latino-américaine, des organisations nationales et internationales et des associations de la société civile. Des sources académiques ont également été consultées. Des informations ont été directement recueillies auprès d'acteurs impliqués dans l'organisation du retour tels que l'OE et l'OIM. Le Cedoca a aussi contacté plusieurs experts, parmi lesquels :

- Tiziano Breda, analyste Amérique centrale à l'International Crisis Group (ICG) ;
- un chercheur à l'Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (UCA) à San Salvador, spécialisé en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis ;
- Georgina Cisneros, chercheuse auprès de FundaUngo, un centre de réflexion consacré au développement et à la gouvernance démocratique au Salvador et en Amérique centrale ;
- Juan José d'Aubuisson Martínez, anthropologue et auteur d'ouvrages relatifs aux gangs au Salvador ;
- Juan Ricardo Gómez-Hecht, expert basé au Salvador auprès de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) ;
- Elizabeth Kennedy, sociologue spécialisée en migration forcée au Salvador ;

¹ Fedasil, s.d., [url](#)

² La directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier a été transposée en droit belge par trois textes : la loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980, la loi du 19 janvier 2012 modifiant la législation concernant l'accueil des demandeurs d'asile et l'arrêté royal du 19 juin 2012 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale dans le cadre du contrôle du retour forcé.

- Karla Rodríguez, chercheuse au sein de l'organisation non gouvernementale (ONG) Cristosal El Salvador ;
- Adriana Velásquez, chercheuse internationale en migration et en développement ;
- Sonja Wolf, assistant professeur auprès du Programme de politique en matière de drogue du Centre de recherche et d'enseignement économiques (Centro de Investigación y Docencia Económicas, CIDE) au Mexique.

La majeure partie des Salvadoriens qui reviennent au pays ont auparavant migré vers les Etats-Unis et le Mexique³. C'est ce contexte particulier que la plupart des sources étudient.

Le terme rapatrié renvoie, dans le cadre de la présente recherche, à un ressortissant de retour au Salvador après un épisode migratoire à l'étranger, qu'il ait fait l'objet d'un retour volontaire ou forcé.

La recherche a été clôturée le 12 juillet 2021.

La situation des ressortissants rentrés au Salvador fait l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

³ Des 549.200 déplacés à l'extérieur des frontières, originaires du Salvador, du Guatemala et du Honduras, 79 % ont eu pour destination les Etats-Unis, 14 % le Mexique et 5 % en dehors des Amériques. UNHCR, 18/06/2021, [url](#)

1. Contexte de la migration salvadorienne

Le nombre de migrants salvadoriens aux Etats-Unis a plus que doublé entre 2000 et 2017, mais la tendance s'est ralentie à partir de 2009 en raison de la constance des expulsions. L'institut de recherche Pew Research Center⁴ estime la population d'origine salvadorienne aux Etats-Unis à 2,3 millions de personnes en 2017, soit environ un tiers de la population du Salvador⁵.

Selon les derniers chiffres publiés par l'OIM, couvrant la période de janvier à avril 2021, 63,9 % des Salvadoriens adultes rentrés au pays déclarent l'avoir quitté pour des raisons économiques, 21,7 % en raison d'un regroupement familial et 13,6 % à cause de l'insécurité⁶. Ce sont les principaux motifs de départ rapportés par les sources, avec l'impact du changement climatique⁷.

D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), 54.300 Salvadoriens ont introduit en 2019 une demande de protection internationale (46.800 en 2018⁸). Les statistiques d'asile mondiales ont ainsi placé le Salvador à la septième place, parmi les pays d'origine les plus représentés. Pour l'année 2020, l'UNHCR observe une augmentation de 9 % du nombre de déplacements forcés en provenance des pays du Triangle Nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Salvador), sans ventiler les chiffres entre déplacement interne et demandes de protection internationale, ni entre pays d'origine. L'agence onusienne explique que la recherche de protection a été entravée en 2020 par de strictes restrictions en matière de mouvement et par la fermeture temporaire des frontières afin de prévenir la propagation du Covid-19⁹.

Les Salvadoriens expulsés vers leur pays sont passés de 20.538 en 2016¹⁰ à 37.316 en 2019¹¹, puis à 10.840 en 2020¹². En 2020, ils proviennent pour 98,3 % d'entre eux des Etats-Unis et du Mexique d'après l'Initiative de gestion de l'information sur la mobilité humaine dans le Triangle Nord (Iniciativa de Gestión de Información de Movilidad Humana en el Triángulo Norte, NTMI¹³)¹⁴. Lors d'une enquête menée par l'OIM entre le 6 et le 27 octobre 2020, 14 % des personnes ayant participé ont répondu ne pas pouvoir retourner dans leur communauté d'origine. Trois quarts d'entre elles affirment que leur vie est en danger¹⁵.

Sous l'administration de l'ancien président Trump, les Etats-Unis ont pris une série de mesures dans l'objectif de limiter la migration depuis le Mexique et les pays dits du Triangle Nord et de restreindre l'accès à la procédure d'asile. Le gouvernement américain a également poussé le Mexique et d'autres

⁴ Cet institut de recherche américain s'intéresse notamment aux communautés hispaniques aux Etats-Unis. Pew Research Center [site web], s.d., [url](#)

⁵ Pew Research Center, 16/09/2019, [url](#) ; The Dialogue, 11/2018, [url](#)

⁶ OIM, s.d., [url](#)

⁷ UNHCR, 18/06/2021, [url](#) ; Center for Global Development (Velásquez A., Resstack R., Dempster H.), 17/05/2021, [url](#) ; EFE, 21/04/2021, [url](#) ; CETRI (Duterme B.), 20/11/2020, [url](#) ; PADF, 09/2020, [url](#) ; MIRPS, 2020, [url](#) ; BID, 12/2019, [url](#) ; ACAPS, 28/11/2019, [url](#) ; CEPAL, 06/2019, [url](#) ; Infosegura, s.d., [url](#) ; AUCA via YouTube, 27/12/2017, [url](#)

⁸ UNHCR, 20/06/2019, [url](#)

⁹ UNHCR, 18/06/2021, [url](#)

¹⁰ The Dialogue, 11/2018, [url](#). The Dialogue est un réseau de leaders au niveau mondial qui œuvre en faveur de la gouvernance démocratique, la prospérité et l'équité sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes.

¹¹ NTMI, 12/2019, [url](#) ; Migración y Extranjería [site web], s.d., [url](#)

¹² OIM, s.d., [url](#)

¹³ Cette initiative de l'OIM consiste en une étroite collaboration avec les gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Salvador dont l'objectif est de renforcer la capacité des gouvernements à gérer, rassembler, analyser et partager des informations sur la migration pour soutenir l'action humanitaire et la protection des populations vulnérables dans le Triangle du Nord de l'Amérique centrale. NTMI [site web], s.d., [url](#)

¹⁴ NTMI, 2021, [url](#)

¹⁵ OIM, 2021, [url](#)

pays de la région à adopter des mesures plus agressives pour freiner la migration et éviter que n'arrivent à sa frontière des demandeurs de protection internationale¹⁶.

Le Department of Justice (DOJ) et le Department of Homeland Security (DHS) des Etats-Unis ont adopté le 19 novembre 2019 une mesure modifiant l'application des accords sur les pays tiers sûrs (Asylum Cooperative Agreements, ACA). L'objectif était d'assigner le traitement d'une demande de protection internationale auprès des Etats-Unis à l'un des Etats signataires autre que le pays d'origine, dans une logique de répartition de la migration régionale¹⁷. Cette mesure a fait l'objet de polémiques¹⁸. Le 29 décembre 2020, le DHS a annoncé que les accords conclus avec le Guatemala, le Honduras et le Salvador sont entrés en vigueur. Après l'entrée en fonction du nouveau président Biden en janvier 2021, l'administration américaine a annoncé le 6 février 2021 suspendre ces accords¹⁹.

Par ailleurs, le média Deutsche Welle rappelle que les Etats-Unis ont pendant des décennies systématiquement renouvelé le statut de protection temporaire (Temporary Protection Status, TPS²⁰) accordé aux bénéficiaires salvadoriens, jusqu'à l'annonce en janvier 2018 d'une suspension prenant effet le 19 septembre 2019. Cette suspension ne s'est pas concrétisée et la validité du statut a été prorogée jusqu'au 4 janvier 2021²¹, *de facto* jusqu'au 4 octobre 2021²².

D'après des estimations que le Pew Research Center s'est procurées auprès du DHS, 195.000 Salvadoriens bénéficient du TPS²³. Selon une étude de l'Université de Californie (Los Angeles), les bénéficiaires de la TPS (dont les Salvadoriens et les Honduriens constituent l'écrasante majorité) ont résidé aux Etats-Unis au moins vingt ans et deux tiers d'entre eux ont un enfant né sur le sol américain²⁴.

2. Organisation des retours depuis la Belgique

Le Cedoca a contacté l'OIM et l'OE afin de leur demander des précisions relatives au retour de Salvadoriens en provenance de la Belgique. Les questions portaient notamment sur des données chiffrées, l'existence éventuelle d'un accord de réadmission, le type d'informations transmises aux autorités salvadoriennes et un éventuel suivi réalisé à l'arrivée.

Il n'y a eu aucun retour forcé vers le Salvador entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2021. L'OE a ajouté qu'aucun accord de réadmission ou similaire n'existe avec cet Etat²⁵.

¹⁶ Del Carmen Callejas Sibrian S., Verence Castro Avelar K., De Los Ángeles Torres Mejía M., 03/2021, [url](#) ; EFE, 21/04/2021, [url](#) ; MSF, 02/2020, [url](#) ; ILRC, 2020, [url](#) ; BID, 12/2019, [url](#)

¹⁷ Columbia Journal of Transnational Law, 08/02/2021, [url](#) ; Federal Register, 19/11/2019, [url](#) ; BBC, 29/10/2019, [url](#) ; EFE, 07/10/2019, [url](#) ; BBC, 20/09/2019, [url](#) ; The New York Times, 20/09/2019, [url](#)

¹⁸ Un rapport du personnel démocrate à l'usage notamment du Sénat américain dénonce que cette mesure punit les personnes qui cherchent la sécurité aux Etats-Unis en les envoyant dans des pays hautement dangereux où l'accès à une protection contre une persécution et de la violence n'existe que sur papier. Sur les 945 demandeurs de protection internationale transférés au Guatemala, pas un seul n'a été reconnu réfugié. United States Senate Committee on Foreign Relations, 18/01/2021, [url](#)

¹⁹ Columbia Journal of Transnational Law, 08/02/2021, [url](#)

²⁰ Aux Etats-Unis, ce statut offre une immigration temporaire protégeant des personnes provenant d'un pays particulier qui ne peuvent y retourner en raison de situations d'urgence telles qu'un conflit armé ou la guerre civile, une catastrophe naturelle ou une épidémie, et d'autres circonstances extraordinaires et temporaires. Woodrow Wilson Center, 29/06/2019, [url](#)

²¹ DW, 01/11/2019, [url](#)

²² CRS, 28/05/2021, [url](#) ; Federal Register, 12/09/2020, [url](#)

²³ Pew Research Center, 27/11/2019, [url](#)

²⁴ UCLA (Menjívar C.), 08/2020, [url](#)

²⁵ OE, courrier électronique, 30/06/2021

L'OIM et l'OE ont expliqué qu'ils ne communiquent ni à l'ambassade, ni au consulat, ni aux autorités centrales du pays concerné le fait que les personnes qui retournent au Salvador ont éventuellement demandé une protection internationale en Belgique²⁶.

Le bureau régional de l'OIM à Bruxelles a signalé que depuis 2015, le nombre de retours volontaires au départ de la Belgique se répartit de la façon suivante : 4 en 2015, 8 en 2016, 2 en 2017, 7 en 2018, 13 en 2019, 136 en 2020 et 134 au cours des six premiers mois de 2021²⁷.

Les personnes retournées dans leur pays peuvent, d'après Fedasil, recevoir une aide à la réintégration, par exemple pour trouver un emploi fixe, rénover une habitation ou payer des frais médicaux. Pour ce faire, elles peuvent solliciter les partenaires locaux de l'OIM et de Caritas International (pour le suivi assuré par l'OIM, voir la partie 3.1.3.)²⁸.

Dans un courrier électronique du 16 novembre 2020, la représentation de l'OIM dans les pays du Nord de l'Amérique centrale a expliqué qu'avant d'admettre les candidats au programme de retour volontaire, les éventuels risques en cas de retour sont écartés au moyen d'un protocole individuel spécifique²⁹.

3. Suivi sur le territoire salvadorien

3.1. Programmes d'accompagnement

D'après une étude publiée par la Banque interaméricaine de développement (Banco Interamericano de Desarrollo, BID) en décembre 2019, le Salvador a, en tant que pays d'origine de migrants, élaboré de nombreux programmes de soutien afin de faciliter le processus de réinsertion³⁰. Ceux-ci sont recensés dans une monographie intitulée *Generación de conocimiento y evidencia para la reintegración económica-laboral de migrantes retornados en los países del norte de Centroamérica (PNCA)* qui étudie la réintégration économique et professionnelle de migrants de retour dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, publiée en septembre 2020 par la Fondation panaméricaine pour le développement (Pan American Development Foundation, PADF³¹). Cet ouvrage est à ce jour la source la plus exhaustive et récente à ce sujet et à ce titre, a servi de source principale pour le présent chapitre³².

3.1.1. Programmes de l'Etat

La Loi sur les migrations de 1958 abrogée en 2019 (Ley Especial de Migración y de Extranjería, LEME) prévoit que l'accueil et l'assistance des rapatriés relève de la Direction générale des migrations et des étrangers (Dirección General de Migración y Extranjería, DGME), en coordination avec d'autres

²⁶ OIM, Bureau régional pour la Belgique et le Luxembourg, courrier électronique, 23/06/2019 ; OE, courriers électroniques, 04/11/2020, 01/07/2021

²⁷ OIM, Bureau régional pour la Belgique et le Luxembourg, courriers électroniques, 23/06/2019, 08/12/2020, 25/02/2021, 02/07/2021 ; OE, courrier électronique, 30/06/2021

²⁸ Fedasil, 12/11/2020, [url](#)

²⁹ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

³⁰ BID, 12/2019, [url](#)

³¹ La PADF se décrit comme une organisation non gouvernementale, apolitique et affiliée à l'Organisation des Etats américains (OEA), qui œuvre au développement durable des communautés vulnérables et exclues d'Amérique depuis 1962. PADF [site web], s.d., [url](#)

³² PADF, 09/2020, [url](#)

institutions publiques ou privées qui peuvent fournir des informations sur les programmes de réinsertion sociale et économique³³.

Au sein de la DGME, la Direction de l'assistance aux migrants (Dirección de Atención al Migrante, DAMI) accueille, en collaboration avec de nombreuses autres entités³⁴, les Salvadoriens expulsés dans un Centre de réception des retours (Centro de Recepción de Retornos). Les rapatriés reçoivent une assistance humanitaire d'urgence, un kit d'hygiène, des soins de santé physique et psychologique urgents, des facilités pour contacter leurs familles et retourner dans leur municipalité d'origine ainsi que des informations sur les possibilités d'emploi dans leur municipalité. La DAMI ne suit pas les personnes une fois qu'elles sont retournées dans leurs lieux d'origine. Elle peut créer des abris où les personnes en situation de vulnérabilité particulière peuvent passer la nuit pendant maximum 72 heures, comme les enfants et adolescents non accompagnés, les personnes sans racines au pays ou qui rencontrent un obstacle dans le retour immédiat vers leur lieu de résidence³⁵.

La LEME est assortie d'un règlement qui régit la mise en œuvre du programme *Bienvenue à la maison* (*Bienvenido a Casa*), dont l'objectif principal est de contribuer à la réinsertion économique, sociale et culturelle des Salvadoriens de retour. Les informations recueillies dans le cadre de ce programme doivent servir à établir les profils et les besoins, ainsi que les conditions de vulnérabilité des personnes rentrées au pays, de manière à générer un plan d'assistance personnalisé³⁶. Initialement sous la responsabilité de l'ONG Catholic Relief Service (CRS) à partir de 1999, ce projet est depuis 2007 administré par la DGME. Les services fournis dans le cadre de ce projet se sont avérés insuffisants³⁷.

Le Centre d'assistance au migrant (Centro de Atención al Migrante) créé en 2018 étend la gamme des services offerts aux Salvadoriens expulsés qu'il réceptionne³⁸. Ces centres fournissent au niveau local des services aussi divers qu'une assistance psychosociale, la certification d'un métier, une assistance en matière de recherche d'emploi, un capital de départ pour démarrer une entreprise, des bourses universitaires, etc³⁹. Douze antennes sont ouvertes sur tout le territoire⁴⁰.

La Loi de 2011 relative au migrant et à sa famille met en place un Conseil national pour la protection et le développement de la personne migrante et de sa famille (Consejo Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante y su Familia, CONMIGRANTES) qui voit le jour en 2012. Cette entité interinstitutionnelle et intersectorielle⁴¹ a pour mandat de générer des politiques de migration et de

³³ PADF, 09/2020, [url](#)

³⁴ Ces entités sont l'Institut salvadorien pour le développement intégral de l'enfant et de l'adolescent (Instituto Salvadoreño para el Desarrollo Integral de la Niñez y la Adolescencia, ISNA), le Conseil national de l'enfant et de l'adolescent (Consejo Nacional de la Niñez y la Adolescencia, CONNA), le Bureau du procureur général de la République (Procuraduría General de la República, PGR), le ministère des Affaires étrangères (Ministerio de Relaciones Exteriores, MINEX), la Police nationale civile (Policía Nacional Civil, PNC), le ministère de la Santé (Ministerio de Salud, MINSAL), le Registre national des personnes physiques (Registro Nacional de las Personas Naturales, RNP), l'Institut salvadorien pour le développement des femmes (Instituto Salvadoreño para el Desarrollo de la Mujer, ISDEMU), les Bureaux locaux d'attention aux victimes (Oficinas Locales de Atención a Víctimas, OLAV) du ministère de la Justice et de la Sécurité publique (Ministerio de Justicia y Seguridad Pública, MJSP) ainsi que des organisations et des bénévoles de la société civile.

³⁵ PADF, 09/2020, [url](#)

³⁶ PADF, 09/2020, [url](#)

³⁷ PADF, 09/2020, [url](#)

³⁸ PADF, 09/2020, [url](#)

³⁹ El Mundo, 24/09/2019, [url](#)

⁴⁰ Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, 19/04/2021, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 24/09/2019, [url](#) ; El Salvador Times, 26/09/2019, [url](#)

⁴¹ Les instances du gouvernement comprennent : le ministère des Affaires étrangères, par le biais du vice-ministère des Salvadoriens à l'étranger (Viceministerio para los Salvadoreños en el Exterior), le ministère du Travail et de la Protection sociale (Ministerio de Trabajo y Previsión Social, MTPS), le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation (Ministerio de Educación, MINE), le ministère de l'Économie (Ministerio de Economía, Minec), le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Ministerio de Agricultura y Ganadería, MAG), le ministère du Tourisme (Ministerio de Turismo, Mitur), le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, via la Direction générale des migrations et des étrangers, la Corporation des municipalités de la République d'El Salvador (Corporación de

développement, coordonner les consulats et les institutions publiques et privées et créer des plans de protection et de développement des migrants⁴².

Bien que CONMIGRANTES soit l'institution maîtresse en vue de l'intégration des rapatriés, c'est le ministère des Affaires étrangères, par le biais du Bureau de liaison avec les Salvadoriens à l'étranger, qui assure la coordination avec les différentes institutions du secteur public ou privé qui proposent des programmes de réinsertion. Ce bureau relie les Salvadoriens à l'étranger avec des rapatriés via un fonds d'assistance aux Salvadoriens à l'étranger géré par les consulats⁴³.

L'option d'intégration la plus prisée est l'entrepreneuriat encadré par la Commission nationale de la micro et petite entreprise (Comisión Nacional de la Micro y Pequeña Empresa, CONAMYPE) grâce au Fonds de soutien aux Salvadoriens à l'étranger, qui comprend également un soutien psychosocial et une assistance technique pour les rapatriés. La CONAMYPE collabore avec le ministère des Affaires étrangères et la DGME⁴⁴.

La Loi spéciale de 2011 mentionnée *supra* crée aussi un plan stratégique pour la protection et le développement de la personne migrante salvadorienne et de sa famille. Le premier de ses deux programmes principaux concerne l'assistance humanitaire et de protection, comprenant les services d'assistance et de rapatriement, la recherche de personnes disparues, l'assistance aux victimes de la traite ou aux victimes d'abus et d'exploitation sexuelles, une assistance médicale, psychologique et de réadaptation et la facilitation des mécanismes de regroupement familial. Le second englobe le soutien à l'intégration et à la coopération productive, économique et sociale, ainsi que la protection des droits de la personne migrante et de sa famille⁴⁵.

A partir des leçons tirées de *Bienvenue à la maison*, un nouveau programme appelé *Le Salvador est ta maison (El Salvador es tu Casa)* est inauguré en 2017 coordonnant les différents acteurs publics, privés et issus de la société civile qui prennent en charge les Salvadoriens de retour dès leur arrivée à l'aéroport. Ses objectifs comprennent la facilitation d'un processus de retour tenant compte de questions de genre et de vulnérabilité, la mise en place d'un système d'information et de soins qui réduit les risques de redevenir victimes, des conseils pour favoriser des conditions décentes de retour, une réponse aux besoins immédiats et des propositions d'alternatives de réintégration. Des initiatives telles que les Guichets d'assistance au retour (Ventanillas de Atención a Retornados) font partie de ce programme. Il s'agit de bureaux installés dans quelques municipalités (dont Santa Ana, San Miguel, Usulután, San Salvador et Chalatenango) dans l'objectif d'assister des rapatriés, notamment en fournissant des informations sur les opportunités d'emploi, les formations, les bourses, les études, les possibilités de crédit et les soins de santé. La base de données créée dans le cadre de ce programme regroupe des informations essentielles pour le suivi après que les gens ont quitté le centre d'accueil. A partir de sa création jusqu'au mois de mars 2018, ce programme aura aidé 4.538 personnes à générer des revenus⁴⁶.

Dans les installations de la DAMI au sein de la DGME, un bureau d'assistance aux victimes de déplacement et de migration forcés a été inauguré en octobre 2019 dans l'objectif de leur offrir une attention plus soutenue. Il existe 24 antennes ouvertes dans différentes municipalités. Il s'agit d'une collaboration entre la Direction de l'assistance aux victimes (Dirección de Atención a Víctimas), le

Municipalidades de la República de El Salvador, COMURES), le bureau du Procureur général de la République et le Registre national des personnes physiques. Les représentants d'ONG participent de la manière suivante : trois représentants des associations de Salvadoriens vivant à l'étranger, un représentant d'une ONG dûment enregistrée, un représentant des universités privées, un représentant de l'Université du Salvador et un représentant des associations de petites et moyennes entreprises.

⁴² PADF, 09/2020, [url](#)

⁴³ PADF, 09/2020, [url](#)

⁴⁴ PADF, 09/2020, [url](#)

⁴⁵ PADF, 09/2020, [url](#)

⁴⁶ PADF, 09/2020, [url](#)

ministère de la Justice et de la Sécurité publique, l'Union européenne (UE), l'UNHCR, l'OIM et le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), qui devra générer une politique publique permanente⁴⁷.

La DGME a inauguré le 20 avril 2021 les installations du Centre d'assistance intégrale pour personnes étrangères (Centro de Atención Integral para Personas Extranjeras, CAIPEM) réaménagé afin de garantir la tranquillité, la sécurité et la protection des Salvadoriens rentrés au pays⁴⁸.

La ministre des Affaires étrangères a présenté le 19 avril 2021 un protocole et des Guichets d'assistance aux femmes migrantes au retour (Protocolo de Atención a Mujeres Retornadas, PRAMUR). Le protocole tient compte de différents profils de vulnérabilité⁴⁹. Six guichets d'assistance⁵⁰ dédiés aux migrantes offriront des services de santé, d'assistance juridique, d'assistance psychologique ainsi que des programmes consacrés à la formation et à l'emploi⁵¹.

Plusieurs sources abordent l'effectivité de la politique menée par le Salvador pour réinsérer les rapatriés. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) salue, dans son rapport paru le 22 août 2019, la politique de réintégration du Salvador envers ses migrants et recommande d'y incorporer la protection de migrants mineurs non accompagnés⁵². Toutefois, la Fondation salvadorienne pour le développement économique et social (Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social, FUSADES) évoque un manque de suivi dans un article publié en novembre 2018⁵³. Le centre de réflexion FundaUngo, consacré au développement et à la gouvernance démocratique au Salvador et en Amérique centrale, constate en mai 2019 que 5.988 personnes seulement ont bénéficié, de 2015 à 2018, de services d'aide dans le cadre des programmes existants alors que le nombre de personnes rentrées au pays entre 2014 et 2017 s'élevait à 182.638⁵⁴. D'après l'étude susmentionnée de la BID parue en décembre 2019, les autorités manquent de moyens pour accompagner les Salvadoriens de retour dans leur processus de réinsertion dans la société⁵⁵. Un article publié en janvier 2020 dans Deutsche Welle (DW) indique que les programmes de réinsertion n'atteignent pas leur objectif. Selon l'article, le portail *Le Salvador est ta maison* compte 355 rapatriés ayant bénéficié d'un soutien à la création d'une micro-entreprise. L'OIM et le ministère des Affaires étrangères ont soutenu 70 rapatriés dans des activités similaires en 2018 et 76 autres en 2019. Cela signifie, d'après DW, qu'un peu moins de 90.000 expulsés répartis sur les années 2017, 2018 et 2019 n'ont pas bénéficié du soutien de ces programmes⁵⁶. Le rapport de la PADF publié en septembre 2020 relève à plusieurs reprises que la coordination entre les différentes instances qui ont pour vocation d'apporter un soutien aux ressortissants rentrés au pays constitue un défi⁵⁷. Un mémoire de fin d'études daté de mars 2021 considère que plusieurs lacunes entravent l'effectivité des programmes mis en place par l'Etat (enregistrement incomplet des retours, manque d'information, coût, distance, insécurité, manque de pertinence par rapport aux besoins, etc.)⁵⁸. Un article paru en mai 2021 réitère la critique formulée *supra* : « A lack of national funding hinders the ability of these institutional

⁴⁷ Migración y Extranjería, 03/10/2019, [url](#) ; La Prensa Gráfica, 03/10/2019, [url](#)

⁴⁸ Diario El Salvador, 20/04/2021, [url](#)

⁴⁹ Parmi ces profils figurent des mères célibataires, des femmes malades ou handicapées, des femmes appartenant à une minorité ethnique, des femmes appartenant à la population LGBT, des femmes âgées et des mineures d'âge. Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, 19/04/2021, [url](#)

⁵⁰ Ces guichets sont prévus dans les municipalités de San Martín, Colón, Santa Ana, San Miguel, Usulután et Morazán. Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, 19/04/2021, [url](#)

⁵¹ Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, 19/04/2021, [url](#)

⁵² United Nations Human Rights Council, 22/08/2019, [url](#)

⁵³ FUSADES (Flores A.), 11/2018

⁵⁴ FundaUngo, Woodrow Wilson Center, 14/05/2019, [url](#)

⁵⁵ BID, 12/2019, [url](#)

⁵⁶ DW, 08/01/2020, [url](#)

⁵⁷ PADF, 09/2020, [url](#)

⁵⁸ Del Carmen Callejas Sibrian S., De Los Ángeles Torres Mejía M., Verence Castro Avelar K., 03/2021, [url](#)

mechanisms to fulfill their objectives »⁵⁹. Dans un souci de soutenir les efforts des municipalités envers les migrants revenus, la FUSADES a élaboré et mis à disposition une boîte à outils en avril 2021⁶⁰.

Au niveau supranational, le Salvador a rejoint en 2019 le Cadre intégral régional de protection et solutions abordant le déplacement forcé en Amérique centrale et au Mexique (Marco Integral Regional para la Protección y Soluciones para abordar el desplazamiento forzado en Centroamérica y México, MIRPS), qui est une collaboration interétatique⁶¹ soutenue par l'UNHCR et l'OEA. Le MIRPS fournit des guides généraux, un support technique et des conseils aux gouvernements pour la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux. En pratique, cette initiative n'a qu'un impact limité sur la vie des personnes déplacées dans les pays impliqués par le MIRPS, estime un collectif d'associations actif dans le domaine du déplacement en décembre 2019⁶². Dans le cadre de cette collaboration, le Salvador a adopté en janvier 2020 la Loi pour l'assistance et la protection intégrale des personnes en conditions de déplacement forcé interne, a renforcé son instance d'asile et a amélioré la protection des élèves et enseignants en situation de déplacement interne ou en danger⁶³.

3.1.2. Programmes de la société civile

Nouvelles opportunités (Nuevas oportunidades) est une initiative de la Fondation suisse pour la coopération technique (Swisscontact), née en juillet 2016, qui consiste à certifier les compétences pour faciliter l'insertion professionnelle des rapatriés. Son objectif est d'améliorer la qualité de vie des personnes retournées au Salvador en provenance des Etats-Unis en les réinsérant socialement au moyen d'un emploi officiel. La réduction de la stigmatisation des rapatriés figure parmi les objectifs spécifiques de ce projet⁶⁴.

Le projet *Milieu de vie / Moyen de subsistance (Medio de vida)*, géré par l'ONG américaine United States Committee for Refugees and Immigrants (USCRI), est actif dans les territoires stratégiques de Chalatenango, Usulután et San Salvador, accompagnant les processus de réinsertion, en particulier des jeunes par le recrutement et le soutien aux entreprises⁶⁵.

La Fondation des entreprises pour l'action sociale (Fundación Empresarial para la Acción Social, FUNDEMAS) met en œuvre le projet *Création de conditions d'accueil pour les migrants de retour au Salvador (Creación de condiciones de bienvenida para migrantes retornados en El Salvador)*. Elle assiste les expulsés à travers le dialogue avec les autorités municipales notamment et la sensibilisation de la population à la problématique du retour forcé. La Fondation a co-développé des protocoles et manuels que les municipalités peuvent suivre pour orienter les rapatriés dans les localités pilotes de Zacatecoluca, Metapán et Usulután⁶⁶.

L'Association salvadorienne des rapatriés (Alianza de Salvadoreños Retornados, ALSARE) facilite l'intégration socio-économique et sensibilise aux difficultés que rencontrent les rapatriés⁶⁷. Pour ce faire, elle coordonne ses activités avec d'autres organisations de la société civile et de l'Etat (dont les

⁵⁹ Center for Global Development (Velásquez A., Resstack R., Dempster H.), 17/05/2021, [url](#)

⁶⁰ FUSADES, 04/2021, [url](#)

⁶¹ Les sept Etats qui participent au cadre régional sont le Belize, le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, Panama, et le Salvador.

⁶² MCDF, 12/2019, [url](#)

⁶³ USAID via Ecoi.net, 01/07/2021, [url](#) ; Gobierno de España, 23/09/2020, [url](#) ; UNHCR, s.d., [url](#) ; Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, s.d., [url](#)

⁶⁴ PADF, 09/2020, [url](#)

⁶⁵ PADF, 09/2020, [url](#)

⁶⁶ PADF, 09/2020, [url](#)

⁶⁷ Inter-American Foundation, s.d., [url](#)

municipalités du département de Chalatenango, Cabañas, San Miguel, Usulután, Santa Ana et San Salvador)⁶⁸.

Enfin, l'Institut salvadorien du migrant (Instituto Salvadoreño del Migrante, INSAMI) est également une initiative de la société civile qui œuvre pour une politique intégrale de migration, visant à garantir les droits et les devoirs de la population salvadorienne transnationale⁶⁹.

3.1.3. Programmes des organisations internationales

L'OIM, l'UNHCR et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) mettent en œuvre un *Programme conjoint de paix pour la génération post-conflit (Programa Conjunto de Paz para la Generación Post Conflicto)* présenté le 17 avril 2018, qui vise spécifiquement l'intégration professionnelle et le soutien psychosocial des migrants de retour⁷⁰.

L'UNHCR soutient la DAMI dans la mise en place d'un mécanisme d'identification, de documentation et de trajectoire pour les personnes contraintes au retour⁷¹. L'agence onusienne précise en octobre 2020 :

« UNHCR works in close coordination with the Salvadoran State, civil society organizations, UN Agencies, Funds and Programs, regional bodies, and persons of concern to provide a comprehensive for [...] deported persons with protection needs. In response to protection needs, UNHCR has expanded its presence across the country to strengthen communities and the State response, by undertaking prevention, protection and solutions activities in El Salvador. Moreover, UNHCR supports the State to implement its national plan under the Regional Comprehensive Protection and Solutions Framework (MIRPS). [...] UNHCR has designed a Protection Module through the Directorate of Attention to Migrants for the identification and documentation of deported persons with protection needs. [...] UNHCR works together with faith-based organizations and other partners to provide safe spaces, shelter and basic humanitarian assistance to persons in need of protection. UNHCR and partner Caritas have inaugurated four safe houses and two shelters to strengthen the identification and referral of IDPs and deported persons with protection needs »⁷².

L'OIM collabore beaucoup avec les administrations communales qui rencontrent les expulsés en première ligne, par exemple à travers le renforcement des compétences des fonctionnaires locaux sur le thème de la migration⁷³.

Le Cedoca a demandé à l'OIM si elle effectuait un suivi par rapport à la sécurité des rapatriés. Dans sa réponse du 16 novembre 2020, qui complète celle du 19 novembre 2019, la représentation de l'OIM dans les pays du Nord de l'Amérique centrale distingue son intervention en fonction des retours volontaires ou forcés. Elle assiste le retour volontaire et rassemble des données spécifiques au sujet des bénéficiaires, par exemple concernant leur réinsertion. Son aide consiste en :

« in-kind assistance or cash assistance for housing, micro business, health-related needs or any other need expressed by the beneficiary to support his/her reintegration. This is accompanied with monitoring and follow-up from IOM staff »⁷⁴.

La représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale de l'OIM a organisé une formation virtuelle les 14 et 15 janvier 2021 autour de la sensibilisation, les soins psychosociaux et

⁶⁸ PADF, 09/2020, [url](#)

⁶⁹ INSAMI, [url](#)

⁷⁰ DW, 08/01/2020, [url](#) ; OIM, 17/04/2018, [url](#)

⁷¹ UNHCR, s.d., [url](#)

⁷² UNHCR, s.d., [url](#)

⁷³ El Salvador Times, 26/09/2019, [url](#)

⁷⁴ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

l'entrepreneuriat à l'attention de migrants revenus récemment depuis la Belgique. Les participants ont eu l'opportunité d'échanger au sujet de leur expérience en Belgique et ont discuté de leurs plans de réintégration au Salvador⁷⁵.

Au vu de la hausse du nombre de retours volontaires depuis la Belgique, le Cedoca a demandé à la représentation au Salvador si elle avait connaissance d'éventuels problèmes de sécurité au retour. Celle-ci a répondu dans un courrier électronique daté du 12 juillet 2021 qu'au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021, le programme de retour volontaire assisté a traité 103 dossiers relatifs à 177 Salvadoriens⁷⁶. Seuls quatre d'entre eux, constituant une famille, ont exprimé avant même le départ auprès du bureau de l'OIM régional pour la Belgique et le Luxembourg des craintes relatives à leur sécurité au retour dans la communauté d'origine. La représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale de l'OIM s'est dès lors chargée de fournir un logement temporaire jusqu'à ce qu'un logement sûr soit trouvé. Au cours du premier entretien avec l'OIM au Salvador concernant le programme de réintégration, la famille a réitéré son inquiétude relative à des problèmes antérieurs avec un gang dans sa communauté d'origine. L'UNHCR a confié la famille à une ONG partenaire qui l'a assistée jusqu'à ce qu'elle puisse louer un logement sûr loin de sa communauté d'origine⁷⁷.

En ce qui concerne le retour forcé, la représentation de l'OIM répète qu'il n'y a pas de monitoring individuel mais qu'un soutien et un monitoring existent au niveau communautaire :

« To target security risks at the community level, IOM does several interventions: rehabilitation of community infrastructure (parks, schools, sports complex); strengthening of local governments; strengthening of local leaders and implementation of social cohesion activities. Through these community interventions, IOM has identified as security risks for returnees gang threats and extorsions, gender-based violence, family separation. When IOM knows about one of these cases, they are referred to UNHCR and Cristosal »⁷⁸.

3.2. Monitoring de la sécurité des rapatriés

Il n'existe pas de mécanisme de suivi systématique des Salvadoriens expulsés d'après les sources consultées⁷⁹. Human Rights Watch (HRW) affirme en février 2020 dans un rapport qui leur est consacré :

« No governmental or nongovernmental organizations, domestic or international, monitor what happens to deported Salvadorans, including their criminal victimization or other alleged harm suffered. This makes it impossible to obtain a complete or representative sample of cases of deportees harmed after return to El Salvador »⁸⁰.

Interrogée sur l'existence d'un suivi de la sécurité des rapatriés par ses services, la représentation de l'OIM dans les pays du Nord de l'Amérique centrale souligne à cet égard la distinction à faire entre les Salvadoriens contraints au retour et ceux qui rentrent de manière volontaire, dans un courrier électronique daté du 16 novembre 2020 :

« As you know, we should differentiate between forced returns (executed by governments) and voluntary returns. Governments do collect information on the forced returnees they receive. They

⁷⁵ Myria, s.d. [url](#)

⁷⁶ Un dossier peut concerner une ou plusieurs personnes comme dans le cas d'une famille.

⁷⁷ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 12/07/2021

⁷⁸ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

⁷⁹ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020 ; ICWA, 28/03/2020, [url](#) ; HRW, 02/2020, [url](#) ; La Prensa Gráfica via YouTube, 06/02/2020, [url](#) ; Chercheur de la UCA à San Salvador, spécialisé en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis, courrier électronique, 05/11/2019

⁸⁰ HRW, 02/2020, [url](#)

collect information on returnees immediately after they arrive to their territories. Some of this information is systematized and made available by IOM in the website shared with you above [<https://mic.iom.int/webntmi/>]. In general terms, after forced returnees leave reception facilities, no entity systematically collects information on them. The available information about what happens to them in their communities and the situation they face there, normally comes from qualitative studies done by various entities, as well as from general indicators used to understand the situation in certain communities and neighborhoods (such as criminality rates). These indicators are not specifically to capture returnees' situation but the situation faced by all the persons living in those communities and neighborhoods »⁸¹.

Les informations sur le suivi des Salvadoriens rentrés au pays sont rares pour diverses raisons, estime Sarah Stillman, directrice du Global Migration Project auprès de l'université de Columbia à New York : les instances américaines ne suivent pas leur trace, les groupes d'aide aux migrants manquent de ressources pour documenter ce qui leur arrive et enfin, les familles endeuillées ne parlent pas, par peur de représailles⁸².

Le gouvernement salvadorien n'assure pas de protection à ses ressortissants de retour d'après une analyse de la situation des ressortissants des pays du Nord de l'Amérique centrale ayant fui la violence et l'insécurité, et qui y ont été rapatriés par le Mexique ou les Etats-Unis, publiée en juin 2017 par Cristosal et le Centre for Migration Studies (CMS)⁸³.

4. Aperçu des problèmes rencontrés

Faute de documentation relative au retour de Salvadoriens en provenance d'Europe, la principale source d'information qui a servi à l'analyse des problèmes rapportés au retour est le rapport intitulé *Deported to danger. United States deportation policies expose Salvadorans to death and abuse* publié par HRW en février 2020. L'ONG internationale a compilé les entretiens de personnes expulsées des Etats-Unis, de fonctionnaires travaillant au Salvador ou aux Etats-Unis au sein de la police, de la justice et des services d'aide aux personnes et enfin, de journalistes. Elle a également récolté des données en provenance de registres de la police, de l'institut de médecine légale et des procureurs, de la DGME, de coupures de presse, de médias et de jugements des tribunaux afin de recenser les différents incidents et problèmes qu'ont rencontrés des personnes expulsées à leur retour. Ce rapport met au jour une série de violences - dont les meurtres ne constituent que le sommet de l'iceberg - auxquelles ont été confrontés, entre janvier 2013 et septembre 2019, des Salvadoriens expulsés depuis les Etats-Unis, une fois rentrés au Salvador. Il établit, dans de nombreux cas (non quantifiés), un lien entre les violences subies au retour et les raisons de la fuite initiale⁸⁴.

⁸¹ OIM, Représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

⁸² The New Yorker (Stillman, S.), 08/01/2018, [url](#)

⁸³ CMS, Cristosal, 20/06/2017, [url](#)

⁸⁴ HRW, 02/2020, [url](#)

De nombreuses sources constatent que les Salvadoriens qui ont fui le pays en raison de l'insécurité liée aux gangs, retrouveront ou risquent de retrouver à leur retour les mêmes problèmes d'insécurité⁸⁵, ou une dégradation parfois substantielle (voire la mort) des problèmes initiaux⁸⁶.

Plusieurs sources rapportent que des Salvadoriens revenus après un séjour à l'étranger ont fait l'objet d'un meurtre⁸⁷ ou risquent de le faire⁸⁸. Les 138 meurtres⁸⁹ survenus après un retour entre 2013 et 2019 recensés par HRW dans son rapport précité sont sous-estimés selon l'ONG pour principalement deux raisons : d'une part, le statut d'ancien expulsé n'est pas nécessairement connu des sources qui rapportent le meurtre (police⁹⁰, parquet, médias, etc.) et d'autre part, certaines catégories d'homicides sont systématiquement sous-rapportées⁹¹. D'après les autorités salvadoriennes, les expulsés les plus susceptibles de subir des violences au retour sont des membres présumés, anciens ou actuels, de gangs ainsi que des personnes prétendument associées aux gangs. Les expulsés font parfois l'objet d'un meurtre par « leur » gang (potentiellement pour ne pas avoir repris contact avec lui au retour), par un gang rival (potentiellement pour vivre dans ou transiter par son territoire), par des forces de sécurité ou encore par des escadrons de la mort. Dans un article paru en octobre 2018, la journaliste Anne-Catherine Brigida a considéré qu'une affiliation antérieure à un gang ou le port de tatouages sont des facteurs de risque supplémentaires de faire l'objet d'un meurtre au retour⁹². La recherche de HRW indique que de nombreux fonctionnaires salvadoriens présument que les personnes expulsées des Etats-Unis sont des membres actifs de gangs et qu'elles ont été condamnées pour des crimes violents au cours de leur séjour aux Etats-Unis⁹³. Parmi les expulsés victimes de meurtres, l'organisation identifie aussi des personnes sans lien apparent avec les gangs. HRW illustre au moyen d'exemples et décrit la singularité du profil d'expulsés ayant résidé longtemps aux Etats-Unis en ces termes :

« They are often easily identified because of their style of clothing, way of speaking, and financial resources. At the same time, because they have been away for so long, they often do not

⁸⁵ Parmi elles : Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courriers électroniques, 12/11/2020, 22/03/2021 ; Breda T., analyste Amérique centrale, ICG, courrier électronique, 24/10/2020 ; Velásquez A., chercheuse internationale en migration et en développement, courrier électronique, 23/10/2020 ; HRW, 02/2020, [url](#) ; Rodríguez B.I., coordinatrice nationale pour les migrants, Synode luthérien salvadorien, courrier électronique, 07/06/2019 ; MSF, 19/10/2018, [url](#) ; IDMC, Cristosal, 09/2018, [url](#) ; CMS, Cristosal, 20/06/2017, pp. 33-44, [url](#) ; CISR, 09/2016, [url](#)

⁸⁶ Parmi elles : Gómez-Hecht J.R., expert basé au Salvador, ONUDC, courrier électronique, 30/03/2021 ; Wolf S., professeur CONACYT, assistant professeur CIDE, courrier électronique, 22/02/2021 ; Cisneros G., chercheuse à la FundaUngo, courrier électronique, 16/11/2020 ; Boerman T. in Immigration briefings, 12/2019, [url](#) ; Sistema de Monitoreo Desplazamiento Forzado en El Triangulo Norte de Centroamérica, 11/06/2019, [url](#) ; UNICEF, 14/08/2018, [url](#)

⁸⁷ HRW, 02/2020, [url](#) ; REDLAC, 04/2019, [url](#) ; NBC, 21/02/2019, [url](#) ; WPR, 09/10/2018, [url](#) ; United Nations Human Rights Council, 23/04/2018, [url](#) ; The New Yorker (Stillman, S.), 08/01/2018, [url](#)

⁸⁸ Rodriguez B., directrice, Comcavis Trans, courrier électronique, 23/02/2021 ; Centro Presente, Alianza Americas & LCR, 07/2018, [url](#) ; United Nations Human Rights Council, 23/04/2018, [url](#) ; The Guardian, 13/01/2018, [url](#) ; LAWG, 11/01/2018, [url](#) ; The New Yorker (Stillman, S.), 08/01/2018, [url](#)

⁸⁹ Ces meurtres sont survenus pour la plupart entre quelques jours et deux ans suite à l'expulsion. Ceux survenus dans un délai inconnu ou dépassant cinq ans ont été exclus du recensement effectué par HRW.

⁹⁰ Lors du dépôt d'une plainte, le protocole ne prévoit pas que les autorités posent des questions relatives à l'éventuel passé migratoire de la victime.

⁹¹ En ce compris des cas impliquant des victimes féminines, des personnes portant des documents d'identité (car elles sont moins susceptibles d'être identifiées comme des expulsés), des personnes sans tatouage, des personnes tuées dans des zones où les crimes sont plus susceptibles de ne pas être signalés, y compris des quartiers particulièrement violents, des zones rurales isolées et des zones où les gangs ou les autorités ne permettent pas aux journalistes d'entrer, des victimes LGBT et des personnes tuées alors qu'elles étaient sous la garde des autorités salvadoriennes. HRW, 02/2020, [url](#)

⁹² WPR, 09/10/2018, [url](#)

⁹³ Informée par les services américains de migration (US Immigration and Customs Enforcement, ICE), l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) partage avec la police salvadorienne des listes d'expulsés membres présumés de gangs ou condamnés pour un crime. Ce « crime » peut concerner une infraction au code de la route ou aux lois relatives à la migration. HRW, 02/2020, [url](#)

understand the unspoken rules Salvadorans follow in order to protect themselves from gangs, extermination groups, or corrupt authorities »⁹⁴.

Diverses sources du rapport présentent le fait de s'opposer à l'extorsion ou de porter un tatouage (en lien ou pas avec les gangs⁹⁵) comme de potentiels motifs de meurtre. Des personnes sondées par HRW ont affirmé que des individus ciblés par des gangs avant leur fuite du pays ont été tués par eux après leur expulsion. Des entretiens menés par l'ONG ont dévoilé que d'anciens policiers et militaires salvadoriens qui avaient fui le pays après avoir fait l'objet de menaces et avaient été forcés au retour, ont été tués par des gangs après le retour⁹⁶. Sonja Wolf, chercheuse travaillant sur les gangs de rue, la violence et la migration⁹⁷, estime que les personnes qui ont fui des menaces et des violences de gangs ne reviendront pas volontairement par crainte d'être tuées à leur retour⁹⁸.

HRW a identifié dix-huit cas⁹⁹ de disparitions que l'organisation ne détaille pas¹⁰⁰.

Des menaces de la part de gangs font partie des risques pesant sur la sécurité des Salvadoriens de retour¹⁰¹. HRW a confirmé 33 menaces de mort proférées par des membres de gangs connus ou présumés à l'égard de Salvadoriens expulsés¹⁰².

Des sources rapportent que certains Salvadoriens rentrés après un séjour à l'étranger sont contraints au déplacement interne (assorti d'un éventuel auto-confinement)¹⁰³ ou risquent de l'être¹⁰⁴, ou voient leur liberté de circuler entravée¹⁰⁵ ou projettent de quitter le pays à nouveau¹⁰⁶. Certains d'entre eux limitent volontairement le temps passé à l'extérieur du foyer, d'après le rapport de HRW. Par peur de faire l'objet de violences de la part de membres de gangs, de membres de la police ou d'un ancien conjoint, la plupart des Salvadoriens de retour interrogés par HRW ont tenté de se cacher dans leur propre quartier ou dans un autre. Le rapport de HRW explique qu'une réinstallation sûre ailleurs dans

⁹⁴ HRW, 02/2020, [url](#)

⁹⁵ Au Salvador, le port d'un tatouage est profondément stigmatisant. Les gangs, les autorités et les escadrons de la mort les associent à l'appartenance à un gang. Des fonctionnaires interrogés dans le cadre de la recherche de HRW ont indiqué que le tatouage était le facteur le plus courant parmi les personnes expulsées victimes de meurtre. Sur 30 de ces meurtres commis entre 2010 et 2019 et rapportés par les médias, seules 7 victimes avaient des tatouages en lien avec un gang, alors que les 23 autres portaient des tatouages n'ayant pas de rapport avec les gangs. D'après des fonctionnaires salvadoriens, l'Institut national de la jeunesse (Instituto Nacional de la Juventud, INJUVE) offre un programme d'assistance au retrait de tatouages afin que l'on ne confonde pas des jeunes de retour avec des membres de gangs. Les séances ont lieu au Salvador, doivent être espacées de plusieurs semaines et des années peuvent être nécessaires pour venir à bout de tous les tatouages. HRW, 02/2020, [url](#)

⁹⁶ HRW, 02/2020, [url](#)

⁹⁷ Sonja Wolf [site web], s.d., [url](#)

⁹⁸ Wolf S., professeur CONACYT, assistant professeur CIDE, courrier électronique, 22/02/2021

⁹⁹ Il s'agit encore d'une sous-estimation car les faits sont peu rapportés, précise HRW. Il est par exemple de pratique courante, parmi les journalistes salvadoriens, de ne pas couvrir des faits survenus dans leur propre quartier.

¹⁰⁰ HRW, 02/2020, [url](#)

¹⁰¹ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 22/03/2021 ; OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020 ; HRW, 02/2020, [url](#)

¹⁰² HRW, 02/2020, [url](#)

¹⁰³ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 22/03/2021 ; Cornejo Morales M. J., aspirant docteur en criminologie culturelle et mondiale, Université du Kent et Université Elte, courrier électronique, 04/03/2021 ; Rodriguez B., directrice, Comcavis Trans, courrier électronique, 23/02/2021 ; Wolf S., professeur CONACYT, assistant professeur CIDE, courrier électronique, 22/02/2021 ; HRW, 02/2020, [url](#) ; MPI, 01/2019, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#) ; RLI, IDMC, 09/2018, [url](#) ; CMS, Cristosal, 20/06/2017, [url](#) ; CISR, 09/2016, [url](#)

¹⁰⁴ Woodrow Wilson Center, 29/06/2019, [url](#) ; IDMC, Cristosal, 09/2018, [url](#) ; United Nations Human Rights Council, 23/04/2018, [url](#)

¹⁰⁵ HRW, 02/2020, [url](#) ; FundaUngo, 06/2018, [url](#) ; LAWG, 11/01/2018, [url](#)

¹⁰⁶ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal, courrier électronique, 22/03/2021 ; Cornejo Morales M. J., aspirant docteur en criminologie culturelle et mondiale, Université du Kent et Université Elte, courrier électronique, 04/03/2021 ; Rodriguez B., directrice, Comcavis Trans, courrier électronique, 23/02/2021 ; Wolf S., professeur CONACYT, assistant professeur CIDE, courrier électronique, 22/02/2021

le pays est extrêmement difficile. Parmi les personnes expulsées victimes de violences à leur retour, de nombreuses personnes (non quantifiées) résidaient au moment des faits dans des quartiers particulièrement violents¹⁰⁷. Ainsi, la chercheuse au sein du monitoring des droits humains de l'ONG Cristosal, Karla Rodríguez, a expliqué le 12 novembre 2020 par courrier électronique que l'ONG est en train de réaliser une recherche relative à des personnes expulsées dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Dans ce contexte, l'ONG a découvert des cas d'auto-confinement (non-liés à la pandémie), certaines personnes expulsées considérant que c'est le seul moyen de préserver leur intégrité physique. Elle illustre ses propos par le cas d'un homme ayant fui une menace en 2014, qui en 2020, suite à son retour forcé, n'ose pas quitter son domicile car il considère que la menace pèse toujours sur lui étant donné que les auteurs de cette menace se trouvent toujours dans le quartier. Aussi a-t-elle précisé dans un courrier électronique parvenu le lendemain au Cedoca que parmi les 1.563 personnes déplacées en raison d'une situation de violence et enregistrées de 2014 à 2019 dans la base de données de l'association, 529 ont une expérience de déplacement à l'intérieur du pays et à l'étranger. De ces 529 personnes, 510, soit 96,4 % d'entre elles, ont exprimé avoir dû recourir au déplacement interne après leur retour car soit la violence à l'origine de leur fuite était encore présente, soit une nouvelle forme de violence avait surgi¹⁰⁸. Dans un courrier électronique du 22 mars 2021, la chercheuse explique que l'ONG a développé en 2020 un programme exclusivement réservé aux rapatriés. Dans ce contexte, l'un d'eux a raconté à Cristosal avoir refusé de rejoindre un groupe criminel, avec pour conséquences des menaces de mort et le meurtre de son frère. Il s'est d'abord déplacé au Salvador, puis a fait plusieurs tentatives d'émigration qui se sont chaque fois soldées par une expulsion¹⁰⁹.

Selon plusieurs sources, toute personne ayant résidé à l'étranger est perçue comme disposant de moyens financiers et est par conséquent une victime potentielle d'extorsion¹¹⁰. Le rapport de HRW paru en janvier 2020 considère que ce risque concerne particulièrement les personnes ayant passé un long moment hors du Salvador, car ces personnes parlent, s'habillent, se coiffent différemment, ne maîtrisent pas les codes non-dits de comportement au sein de la communauté et sont souvent perçues comme disposant de plus de ressources financières. Tiziano Breda, analyste Amérique centrale pour l'ICG, affirme également dans un courrier électronique du 11 juin 2021 que plus le séjour à l'étranger a duré longtemps, plus les rapatriés risquent d'être perçus comme riches et de faire l'objet

¹⁰⁷ Il rappelle qu'approximativement 60.000 membres de gangs opèrent dans 247 des 262 communes que compte le pays ; que les autorités n'ont pas été en mesure d'offrir une protection efficace à la population ; que les forces de sécurité elles-mêmes ont commis des exécutions extrajudiciaires, des agressions sexuelles, des disparitions forcées et de la torture à travers le pays et enfin que l'assistance du peu d'associations qui œuvrent en faveur des personnes déplacées est limitée en termes de nombre de bénéficiaires et de durée. HRW, 02/2020, [url](#)

¹⁰⁸ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 13/11/2020

¹⁰⁹ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 22/03/2021

¹¹⁰ Breda T., analyste Amérique centrale, ICG, courrier électronique, 11/06/2021 ; Gómez-Hecht J. R., expert basé au Salvador, ONUDC, courrier électronique, 30/03/2021 ; Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courriers électroniques, 12/11/2020, 22/03/2021 ; d'Aubuisson Martínez J. J., anthropologue auteur d'ouvrages relatifs aux gangs au Salvador, entretien téléphonique, 02/03/2021 ; OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020 ; Kennedy E. G., sociologue spécialisée en migration forcée au Salvador, courrier électronique, 20/05/2020 ; Chercheur de l'UCA à San Salvador, spécialisé en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis, courrier électronique, 05/11/2019 ; Woodrow Wilson Center, 29/06/2019, [url](#) ; Montenegro M., directeur du CDHES, courrier électronique, 05/06/2019 ; Reyna V., Direction des droits humains du SSPAS, courrier électronique, 24/05/2019 ; Richard Rodríguez G., juge (présidente), TAM du Costa Rica, courrier électronique, 17/05/2019 ; TAM, Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, 02/2019 ; ICG, 26/11/2018, [url](#) ; RLI, IDMC, 09/2018, [url](#) ; Centro Presente, Alianza Americas & LCR, 07/2018, [url](#) ; CNN, 07/06/2018, [url](#) ; The Guardian, 13/01/2018, [url](#) ; UNHCR, 03/2016, [url](#)

d'extorsion¹¹¹. HRW indique que ces personnes sont plus susceptibles de refuser de payer les demandes d'extorsion, les mettant elles-mêmes et leur famille en péril¹¹².

Plusieurs sources indiquent que bon nombre de Salvadoriens expulsés depuis l'étranger subissent de la stigmatisation ou de la discrimination parce qu'ils sont perçus, à tort ou à raison, comme des criminels¹¹³. Cette perception peut être renforcée par un tatouage, une façon de parler ou de s'habiller¹¹⁴. Pourtant, les migrants salvadoriens de retour au pays n'ont, d'après les sources, que très rarement des antécédents criminels¹¹⁵. L'amalgame peut déboucher sur une agression, tant par des policiers que par des membres de gangs, d'après un anthropologue salvadorien qui étudie les gangs¹¹⁶. La représentation de l'OIM dans les pays du Nord de l'Amérique centrale confirme cette discrimination dans son courrier électronique du 16 novembre 2020 :

« Returnees tend to keep a low profile among their communities due to the discrimination they face (they are often considered criminals or having a criminal background. In the case of women, in some communities they are stigmatized as having being sexually abused or involved in prostitution) »¹¹⁷.

Des sources font état de harcèlement policier d'anciens membres de gangs ou de présumés anciens membres de gangs¹¹⁸. HRW a, dans son rapport de février 2020, examiné cinq cas de torture, de mauvais traitements ou d'usage excessif de la force par des policiers ou des militaires. L'un de ces cas est celui d'un ancien membre de la Mara Salvatrucha (MS) qui a été arrêté, détenu et battu à plusieurs reprises au cours de sa détention afin qu'il livre le nom d'un membre de la MS. Le rapport ne précise pas davantage le profil des autres expulsés maltraités par la police¹¹⁹. Dans un article publié le 9 octobre 2018 dans le magazine World Politics Review (WPR), la journaliste Anne-Catherine Brigida, précise, en se basant sur diverses sources, qu'une partie des 70 meurtres de Salvadoriens rapatriés dans leur pays survenus depuis 2013, est imputable à la police. Elle identifie une affiliation antérieure à un gang ou le port de tatouages comme un facteur de risque supplémentaire¹²⁰.

Plusieurs sources rapportent des risques ou des faits de violences de genre subies par des Salvadoriennes rentrées¹²¹. Dans son rapport de février 2020, HRW évoque aussi des agressions sexuelles. L'exemple illustrant les quatre cas confirmés par HRW de violences sexuelles concerne une jeune femme ayant fui les avances d'un membre de gang, violée à deux reprises par lui après son expulsion¹²². En janvier 2018, un article publié dans The Guardian précise qu'un meurtre ou un viol peut servir de punition pour avoir quitté le pays¹²³.

La représentation de l'OIM évoque aussi des cas de séparations de familles¹²⁴.

¹¹¹ Breda T., analyste Amérique centrale, ICG, courrier électronique, 11/06/2021

¹¹² HRW, 02/2020, [url](#)

¹¹³ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020 ; HRW, 02/2020, [url](#) ; Chercheur de l'UCA à San Salvador, spécialisé en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis, courrier électronique, 05/11/2019 ; CBS, 20/01/2019, [url](#) ; MPI, 01/2019, [url](#) ; FundaUngo, 06/2018, [url](#) ; LAWG, 11/01/2018, [url](#) ; OIM, 07/01/2017, [url](#) ; FundaUngo, 12/2016, [url](#) ; FUNDE, 08/2015, [url](#)

¹¹⁴ MPI, 01/2019, [url](#) ; WPR, 09/10/2018, [url](#) ; The New Yorker, 23/01/2017, [url](#)

¹¹⁵ El Salvador, 23/11/2019, [url](#) ; OIM, 07/01/2017, [url](#) ; FundaUngo, 12/2016, [url](#)

¹¹⁶ The New Yorker, 23/01/2017, [url](#)

¹¹⁷ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

¹¹⁸ HRW, 02/2020, [url](#) ; WPR, 09/10/2018, [url](#) ; The New Yorker, 23/01/2017, [url](#) ; FUNDE, 08/2015, [url](#)

¹¹⁹ HRW, 02/2020, [url](#)

¹²⁰ WPR, 09/10/2018, [url](#)

¹²¹ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020 ; CEAR, 02/2019, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#) ; IDMC, Cristosal, 09/2018, [url](#)

¹²² HRW, 02/2020, [url](#)

¹²³ The Guardian, 13/01/2018, [url](#)

¹²⁴ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

HRW et d'autres sources partagent le constat que parmi les migrants de retour, les jeunes en particulier constituent une cible privilégiée de recrutement par les gangs¹²⁵.

Dans le contexte de la lutte contre la propagation du Covid-19, certains Salvadoriens revenus de l'étranger ont été contraints d'effectuer une quarantaine dans des centres de rétention aux conditions sanitaires douteuses, selon certains observateurs¹²⁶. Entre mars et mi-avril 2020, 1.600 Salvadoriens ont été expulsés des Etats-Unis et du Mexique d'après l'ICG, qui considère que le dépistage du coronavirus préalable au retour est loin d'être fiable¹²⁷. Le journal d'investigation El Faro a révélé le 1^{er} mai 2020 avoir été empêché par les autorités d'enquêter sur l'état de santé des Salvadoriens expulsés par les Etats-Unis¹²⁸.

A la question de savoir si l'OIM a connaissance de problèmes d'insécurité rencontrés par des rapatriés, la représentation de l'OIM dans les pays du Nord de l'Amérique centrale répond dans son courrier électronique du 16 novembre 2020 ne pas avoir été informée par des bénéficiaires de programmes d'assistance au retour volontaire d'incidents de sécurité¹²⁹. Le 12 juillet 2021, cette représentation a fait part d'inquiétudes exprimées par une famille en amont d'un retour au pays expliquées sous le point 3.1.3¹³⁰.

5. Impact du facteur de la migration sur la situation au retour

Le Cedoca a consulté plusieurs sources pour identifier l'éventuel impact d'antécédents migratoires sur la situation au retour. Pour ce faire, il leur a demandé si elles considéraient que les Salvadoriens revenus de l'étranger constituaient une cible spécifique de violences, si la durée du séjour à l'étranger et l'existence de problèmes de sécurité antérieurs au Salvador avaient une incidence et enfin, si des exemples récents pouvaient être donnés.

Ne parlant pas nécessairement d'un séjour à l'étranger, l'expert en gangs d'Amérique centrale Thomas Boerman explique dans un article paru en 2019 que :

« the act of fleeing or going into hiding to avoid gangs' demands and risk of harm is perceived as a challenge and antagonistic act, so if one flees and is forced by circumstances to return to the area or relocates and is later found, the level of risk that he or she encounters is likely to be substantially higher than at the time of his or her departure. Beyond a desire to punish the individual who fled, the intent is to convey a message to the larger community that attempting to escape by fleeing will result in even more serious reprisals »¹³¹.

Dans un courrier électronique daté du 23 octobre 2020, Adriana Velásquez, chercheuse internationale en migration et en développement, a expliqué qu'elle ne considère pas que tous les Salvadoriens qui rentrent au pays constituent une cible de violences. Seuls ceux qui ont cherché à échapper aux gangs en migrant, peuvent à leur retour rencontrer un risque latent d'ennuis avec eux. En effet, ceux qui ont migré pour fuir des problèmes rencontrés avec les gangs en raison d'une résistance présumée contre eux sont sur la liste noire des gangs, qui les poursuivront à leur retour. Elle a précisé que le risque n'est pas déterminé par la durée du séjour à l'étranger mais plutôt par la raison spécifique du départ. Pour des exemples concrets, la chercheuse a renvoyé à l'ONG Cristosal. Recontactée par le Cedoca

¹²⁵ HRW, 02/2020, [url](#) ; ICG, 26/11/2018, [url](#) ; RLI, IDMC, 09/2018, [url](#) ; Centro Presente, Alianza Americas & LCR, 07/2018, [url](#) ; CMS, Cristosal, 20/06/2017, pp. 33-44, [url](#) ; CISR, 09/2016, [url](#)

¹²⁶ Cristosal, 10/2020, [url](#) ; Xinhua, 31/05/2020, [url](#)

¹²⁷ TNH, 04/05/2020, [url](#)

¹²⁸ El Faro, 01/05/2020, [url](#)

¹²⁹ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

¹³⁰ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 12/07/2021

¹³¹ Boerman T., 12/2019, [url](#)

par rapport à la pertinence actuelle de sa réponse d'octobre 2020, Adriana Velásquez a indiqué le 11 juin 2021 que la situation n'avait pas changé¹³².

Contacté dans le cadre de la mise à jour de la recherche, Tiziano Breda, analyste pour l'Amérique centrale auprès de l'ICG, confirme le 11 juin 2021 par courrier électronique ses propos du 24 octobre 2020 :

« In relation to deportees being targeted for being deportees, I would probably tend not to generalise, and would see their condition as deportees as a potential 'aggravating factor', rather than a trigger. I mean that the reason for which they decided to leave is more important than the fact of having been deported : if they fled because they ought something to gangs, belonged to a gang they wanted to leave, refused to accept a gang's decision or to accede to pay extortion etc, deportation is likely to expose them to those same dangers, with the aggravating factor of having tried to escape from 'gang justice' »¹³³.

Georgina Cisneros, chercheuse auprès du centre FundaUngo précité, réagit dans un courrier électronique daté du 30 octobre 2020. Elle ne considère pas que les migrants revenus au pays constituent une cible distincte de violences. En revanche, elle rappelle que lorsque le projet migratoire a été motivé par des violences subies au Salvador, la sécurité au retour peut s'en trouver détériorée. Elle explique que la situation au retour est différente, selon que les migrants sont restés plus ou moins longtemps à l'étranger. En effet, si la personne revient au Salvador après un long séjour à l'étranger, elle ne bénéficiera pas du soutien d'un réseau social, ce qui complexifie davantage sa réinsertion, a fortiori dans le cas où elle aurait quitté le pays pour des raisons de sécurité. Si la personne est revenue après un court laps de temps, il est probable qu'elle retrouve sa situation initiale et sa communauté d'origine, ce qui est éminemment risqué dans le cas où c'est la violence qui a déclenché le projet migratoire. Quant aux exemples, elle renvoie à l'étude que FundaUngo a publiée en juin 2018, intitulée *Personas migrantes retornadas, género y acceso a servicios sociales en El Salvador*, dont les informations ont été intégrées dans la partie 4¹³⁴. Interrogée ensuite sur une éventuelle détérioration au retour de la situation de violence qui avait causé le départ d'une personne, la chercheuse répond le 16 novembre 2020 que deux facteurs entrent en jeu. Premièrement, la personne qui revient peut ressentir la violence dans sa communauté de manière accrue (a fortiori si elle constituait son motif de départ) en raison de la charge psychosociale qu'elle subit face à l'échec de son projet migratoire. Deuxièmement, les tensions au sein de la communauté peuvent augmenter lorsqu'il est connu que la personne avait cherché à échapper à des violences, et particulièrement lorsque ces violences résultaient de menaces proférées par des gangs. Ceux-ci peuvent alors exercer des représailles à l'égard de l'individu et la violence peut se préciser¹³⁵. Le Cedoca a sollicité la chercheuse en juin et juillet 2021 afin de mettre à jour ces informations mais n'a pas obtenu de réponse dans les délais impartis pour la recherche.

A la question de savoir si les Salvadoriens expulsés constituent une cible spécifique de violences au retour, la chercheuse auprès de la direction du monitoring de Cristosal, Karla Rodríguez, a répondu le 12 novembre 2020 par courrier électronique qu'il fallait distinguer deux cas de figure. Si ces personnes avaient initialement quitté le Salvador pour une raison concrète liée à la violence, celle-ci peut subsister au retour, peu importe le temps écoulé. Cela est surtout vrai dans des cas de menaces portant atteinte à la vie. Celles-ci généralement subsistent jusqu'à leur mise en oeuvre. Si ces personnes n'avaient pas quitté le Salvador en raison de violences et qu'elles démarrent une petite entreprise, elles peuvent faire l'objet d'extorsion ou d'autres délits. D'après elle, la durée du séjour à

¹³² Velásquez A., chercheuse internationale en migration et en développement, courrier électronique, 23/10/2020, 11/06/2021

¹³³ Breda T., analyste Amérique centrale, ICG, courriers électroniques, 24/10/2020, 11/06/2021

¹³⁴ FundaUngo, 06/2018, [url](#)

¹³⁵ Cisneros G., chercheuse à la FundaUngo, courriers électroniques, 30/10/2020, 16/11/2020

l'étranger n'a pas d'incidence sur une éventuelle situation de violence au retour. Karla Rodriguez ajoute que la violence au Salvador peut affecter n'importe quelle personne, qu'elle ait migré auparavant ou non¹³⁶. Interrogée ensuite sur l'éventualité d'une aggravation d'une situation de violence au retour « en guise de représailles par rapport à une fuite à l'étranger », Karla Rodriguez rappelle que la situation initiale de violence n'aura pas disparu et que par ailleurs, la situation de violence dans le pays s'est dégradée. Ainsi, toute personne expulsée sera exposée à des facteurs de violence, au même titre que n'importe quel autre citoyen salvadorien¹³⁷. Dans un courrier électronique du 22 mars 2021, la chercheuse du Cristosal répète qu'une fois de retour, les victimes de gangs retrouvent en fait la même situation qu'elles ont fuie¹³⁸.

Dans un courrier électronique du 16 novembre 2020, la représentation de l'OIM dans les pays du Nord de l'Amérique centrale explique qu'elle est consciente des risques d'insécurité au niveau de la communauté grâce notamment à l'analyse de nombreux rapports disponibles sur la situation sécuritaire dans des communautés. Ces risques affectent, de manière générale, tous les membres de ces communautés et pas seulement les personnes de retour. Cependant, dans certains cas individuels, les personnes de retour présentent une vulnérabilité particulière liée à leur histoire personnelle et migratoire, telle que le manque d'un réseau de soutien au sein de la communauté, de la discrimination, des menaces de la part des gangs¹³⁹. En somme, ces vulnérabilités et ces défis que rencontrent des personnes rentrées au Salvador sont en général et dans une large mesure, selon cette représentation de l'OIM, les mêmes que rencontre n'importe quel autre membre de la communauté résidant très souvent dans une communauté marginale du Salvador¹⁴⁰.

Dans son courrier électronique du 5 novembre 2019, un chercheur de l'UCA spécialisé en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis affirme que le sort des expulsés est identique à celui des Salvadoriens qui n'ont pas migré. Il ajoute que les Salvadoriens expulsés vers leur pays peuvent faire l'objet d'extorsion car ils sont perçus comme ayant de l'argent pour avoir vécu un temps à l'étranger¹⁴¹. Interrogé quant à la pertinence actuelle de cette réponse, il confirme dans un courrier électronique du 24 juin 2021 que la situation des Salvadoriens revenus n'a pas évolué courant 2020 par rapport à l'année précédente¹⁴².

¹³⁶ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 12/11/2020

¹³⁷ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 13/11/2020

¹³⁸ Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courrier électronique, 22/03/2021

¹³⁹ « there are definitely profiles of returnees that face more risk/vulnerabilities upon return than others. This is not necessarily related to the fact that they migrated, but mostly to existing vulnerable conditions already in the country (ie. Unaccompanied children whose parents are not in El Salvador; children separated from their families; returnees who have no ties in El Salvador like TPS migrants; returnees who left because of gang threats or extorsions; women and LGBTI returnees) ». OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

¹⁴⁰ OIM, représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courrier électronique, 16/11/2020

¹⁴¹ Chercheur en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis auprès de l'UCA, San Salvador, courrier électronique, 05/11/2019

¹⁴² Chercheur en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis auprès de l'UCA, San Salvador, courrier électronique, 24/06/2021

Résumé

D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Salvador représente en 2019 à l'échelle mondiale la septième nationalité d'origine de demandeurs de protection internationale. Le manque d'opportunités économiques est le principal motif d'émigration invoqué par les ressortissants qui prennent le plus souvent la direction du Mexique et des Etats-Unis. Le flux vers les Etats-Unis s'est ralenti depuis 2009 d'abord en raison de la constance des expulsions et ensuite à cause de politiques visant à dissuader de migrer et de demander une protection internationale. Le flux de retour depuis l'étranger a augmenté de 20.538 en 2016 à 37.316 en 2019. Il y a eu entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2021 depuis la Belgique 304 retours volontaires mais aucun retour forcé.

L'Etat a élaboré un vaste cadre institutionnel et juridique pour faciliter le processus de réinsertion, auquel appartiennent les lois spéciales relatives d'une part à la protection et au développement de la personne migrante et de sa famille (2011) et d'autre part aux migrations (2019) ainsi que diverses institutions dont la Direction de l'assistance aux migrants (Dirección de Atención al Migrante, DAMI), le Centre d'assistance au migrant salvadorien (Centro de Atención al Migrante), le Conseil national pour la protection et le développement de la personne migrante et de sa famille (Consejo Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante y su Familia, CONMIGRANTES). Si la politique de réintégration du Salvador envers ses migrants est saluée par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), plusieurs observateurs relèvent des facteurs mettant à mal son effectivité. Le Salvador a rejoint en 2019 le Cadre intégral régional de protection et solutions (Marco Integral Regional para la Protección y Soluciones para abordar el desplazamiento forzado en Centroamérica y México, MIRPS) soit une collaboration interétatique à l'échelle régionale visant à soutenir l'action des Etats d'Amérique centrale en matière de déplacement, avec le soutien de l'UNHCR et de l'Organisation des Etats américains (OEA). C'est dans ce cadre que le Salvador a notamment adopté une loi visant à assister et protéger les personnes déplacées.

La société civile compte plusieurs initiatives de soutien au retour, parmi lesquelles figurent la certification des compétences, l'accompagnement dans le recrutement et la concertation intersectorielle. De telles initiatives sont mises en œuvre notamment par l'Association salvadorienne des rapatriés (Alianza de Salvadoreños Retornados, ALSARE) et l'Institut salvadorien du migrant (Instituto Salvadoreño del Migrante, INSAMI).

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'UNHCR et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) oeuvrent pour l'intégration professionnelle et le soutien psychosocial des migrants de retour. L'UNHCR appuie la DAMI dans la mise en place d'un mécanisme d'identification, de documentation et de trajectoire pour les personnes contraintes au retour. L'OIM fournit en cas de retour volontaire une assistance en matière de logement, d'entrepreneuriat, de santé et autres. En cas de retour forcé, son soutien consiste en des interventions au niveau de la communauté : rénovation d'infrastructures, renforcement de la gouvernance locale et de leaders sociaux, implémentation d'activités de cohésion sociale.

Il n'existe pas de mécanisme de suivi systématique relatif à la sécurité des Salvadoriens expulsés.

99,6 % des rapatriés proviennent des Etats-Unis et du Mexique en 2020. C'est ce contexte spécifique qu'examinent les sources. Selon elles, des rapatriés ont fait l'objet de meurtre, de disparition, d'extorsion, de menaces, de violences de genre, de confinement, de déplacement, de stigmatisation/discrimination, de harcèlement policier, de séparation des familles ou encore de recrutement forcé.

S'agissant de l'éventuel impact d'antécédents migratoires sur la situation au retour, les différents interlocuteurs consultés s'accordent, à quelques nuances près, pour dire qu'un épisode migratoire n'engendre pas à lui seul un risque d'insécurité au retour. D'après plusieurs d'entre eux, la situation au retour dépend fortement des circonstances préalables au départ.

Bibliographie

Contacts directs

Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil), Cellule retour volontaire, courriers électroniques, 25/06/2019, 11/07/2019, 12/11/2020, info@fedasil.be

Breda T., analyste Amérique centrale, International Crisis Group (ICG), courrier électronique, 24/10/2020, 11/06/2021, tbreda@crisisgroup.org

Chercheur, Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (UCA) à San Salvador, spécialisé en matière de migration irrégulière vers les Etats-Unis, courrier électronique, 05/11/2019, 24/06/2021, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Cisneros G., chercheuse, FundaUngo, courriers électroniques, 30/10/2020, 16/11/2020, g.cisneros@fundaungo.org.sv

d'Aubuisson Martínez J. J., anthropologue auteur d'ouvrages relatifs aux gangs au Salvador, entretien téléphonique, 02/03/2021, coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Gómez-Hecht J. R., expert basé au Salvador, Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), courrier électronique, 30/03/2021, juan.gomezhecht@un.org

Kennedy E. G., sociologue spécialisée en migration forcée au Salvador, courrier électronique, 20/05/2020, egailk56@gmail.com

Montenegro M., directeur, Comisión de Derechos Humanos de El Salvador (CDHES), courrier électronique, 05/06/2019, cdheselsalvador@gmail.com

Office des étrangers (OE), courriers électroniques, 17/06/2019, 29/11/2019, 04/11/2020, 30/06/2021, 01/07/2021, infodesk@ibz.fgov.be

Organisation internationale pour les migrations (OIM), Bureau régional pour la Belgique et le Luxembourg, courriers électroniques, 23/06/2019, 08/07/2019, 10/07/2019, 11/07/2019, 09/12/2019, 08/12/2020, 25/02/2021, 02/07/2021, iombrussels@iom.int

Organisation internationale pour les migrations (OIM), représentation dans les pays du Nord de l'Amérique centrale, courriers électroniques, 21/11/2019, 16/11/2020, 12/07/2021, <https://triangulonorteca.iom.int/el-salvador>

Reyna V., direction des droits humains du Servicio Social Pasionista (SSPAS), courriers électroniques, 24/05/2019, 25/05/2019, veronica.reyna.sspas@gmail.com

Richard Rodríguez G., juge (présidente), Tribunal administratif migratoire (TAM) du Costa Rica, courriers électroniques, 17/05/2019, 24/05/2019, grichard@mgp.go.cr

Rodriguez B., directrice, Comcavis Trans, courriers électroniques, 30/03/2020, 22/02/2021, 23/02/2021, comcavis@gmail.com

Rodríguez B. I., coordinatrice nationale pour les migrants, Synode luthérien salvadorien, courrier électronique, 07/06/2019, coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Rodríguez K., chercheuse, Direction du monitoring des droits humains, Cristosal El Salvador, courriers électroniques, 12/11/2020, 13/11/2020, 22/03/2021, karla.rodriguez@crystal.org

Velásquez A., chercheuse internationale en migration et en développement, courrier électronique, 23/10/2020, 11/06/2021, mkadmarce@hotmail.com

Wolf S., professeur Conseil national de science et technologie (Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología, CONACYT), assistant professeur, Programme de politique en matière de drogue, Centre de recherche et d'enseignement économiques (Centro de Investigación y Docencia Económicas, CIDE), courrier électronique, 22/02/2021, sonja.wolf@cide.edu

Sources écrites et audiovisuelles

Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil), *Speciale vlucht naar El Salvador*, 12/11/2020, <https://www.fedasil.be/nl/nieuws/speciale-vlucht-naar-el-salvador> [consulté le 16/11/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *El Salvador, Asylum-Cooperation Agreement with the US*, 26/03/2020, https://www.acaps.org/country/el-salvador/crisis/complex-crisis?utm_source=ACAPS&utm_campaign=3d73b6bf5a-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_09_02_44&utm_medium=email&utm_term=0_8a07424dc9-3d73b6bf5a-495336045 [consulté le 19/10/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *El Salvador, Overview*, 28/11/2019, https://www.acaps.org/country/el-salvador/crisis/complex-crisis?utm_source=ACAPS&utm_campaign=3d73b6bf5a-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_09_02_44&utm_medium=email&utm_term=0_8a07424dc9-3d73b6bf5a-495336045 [consulté le 19/10/2020]

Audiovisuales Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (AUCA) via YouTube, *Salvadoreños retornados: Comenzando un nuevo viaje en casa* [vidéo], 27/12/2017, <https://www.youtube.com/watch?v=ctIT8XsPEBc> [consulté le 24/06/2019]

Banco Interamericano de Desarrollo (BID), *Tras los pasos del migrante: Perspectivas y experiencias de la migración de El Salvador, Guatemala y Honduras en Estados Unidos*, 12/2019, https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/Tras_los_pasos_del_migrante_Perspectivas_y_experiencias_de_la_migraci%C3%B3n_de_El_Salvador_Guatemala_y_Honduras_en_Estados_Unidos.pdf [consulté le 23/10/2020]

Boerman T., *Family as a social construct in El Salvador, Honduras, and Guatemala : visibility and vulnerability of family members of individuals targeted by organized criminal groups*, Immigration Briefings Thomson Reuters, Issue 19-12, 12/2019, <https://ssrn.com/abstract=3520124> [consulté le 11/06/2021]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Estados Unidos amplía 12 meses el programa que protege de ser deportados a 260.000 salvadoreños*, 29/10/2019, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-50213089> [consulté le 05/12/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Estados Unidos y El Salvador firman pacto para "minimizar" la migración irregular a EE.UU.*, 20/09/2019, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-49777229> [consulté le 24/10/2019]

Cable News Network (CNN), *Torn from their families in the US, Salvadoran deportees return to a gang-ravaged homeland*, 07/06/2018, <https://edition.cnn.com/2018/06/07/americas/el-salvador-deportees-us-intl/index.html> [consulté le 12/04/2019]

Center for Global Development (Velásquez A., Resstack R., Dempster H.), *The relationship between migration and development in El Salvador*, 17/05/2021, <https://www.cgdev.org/blog/relationship-between-migration-and-development-el-salvador> [consulté le 14/06/2021]

Center for Migration Studies of New York (CMS), Cristosal, *Point of No Return: The Fear and Criminalization of Central American Refugees*, 20/06/2017, <http://cmsny.org/wp-content/uploads/2017/06/CMS-Cristosal-Report-final.pdf> [consulté le 12/04/2019]

Centre tricontinental (CETRI) (Duterme B.), *Amérique centrale : la crise de trop*, 20/11/2020, <https://www.cetri.be/Amerique-centrale-la-crise-de-trop?lang=fr> [consulté le 30/11/2020]

Centro Presente, Alianza Americas & Lawyers' Committee for Civil Rights and Economic Justiced (LCR), *Tantamount to a death sentence : deported TPS recipients will experience extreme violence and poverty in Honduras and El Salvador*, 07/2018, <http://lawyersforcivilrights.org/wp-content/uploads/2018/08/Updated-TPS-Delegation-Report-July-2018.pdf> [consulté le 04/07/2019]

Columbia Broadcasting System (CBS), *Deported from the U.S., now answering your calls*, 20/01/2019, <https://www.cbsnews.com/news/illegal-immigration-economy-call-centers-cbsn-originals/> [consulté le 12/04/2019]

Columbia Journal of Transnational Law, *The Biden administration suspends asylum agreements with the Northern Triangle*, 08/02/2021, <https://www.jtl.columbia.edu/bulletin-blog/the-biden-administration-suspends-asylum-agreements-with-the-northern-triangle> [consulté le 14/06/2021]

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Desarrollo y migración. Desafíos y oportunidades en los países del norte de Centroamérica*, 06/2019, https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/44649/1/S1000454_es.pdf [consulté le 20/11/2020]

Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR), *Buscamos refugio*, 06/02/2019, https://www.cear.es/wp-content/uploads/2019/02/MARAS_VF.pdf [consulté le 20/02/2020]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Rapport de la mission d'étude - Partie 1, Les gangs au Salvador et la situation des personnes témoins d'actes criminels et des Dénonciateurs de la corruption*, 09/2016, <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/recherche/Pages/Salvador-2016P1.aspx> [consulté le 12/04/2019]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *El Salvador: Rapport de la mission d'étude - Partie 2, La situation des femmes victimes de violence et des minorités sexuelles au Salvador*, 09/2016, <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/recherche/Pages/Salvador-2016P2.aspx> [consulté le 12/04/2019]

Congressional Research Service (CRS), *Temporary Protected Status and Deferred Enforced Departure*, 28/05/2021, <https://fas.org/sqp/crs/homesecc/RS20844.pdf> [consulté le 14/06/2021]

Cristosal, *Derechos humanos y pandemia. El norte de Centroamérica frente a la emergencia sanitaria por COVID-19*, 10/2020, <https://enfoca.org/web/wp-content/uploads/2020/10/Informe-sobre-vulneracio%CC%81n-de-DDHH-durante-emergencia-sanitaria.pdf> [consulté le 15/10/2020]

United States Senate Committee on Foreign Relations, *Cruelty, coercion, and legal contortions : the Trump administration's unsafe Asylum Cooperative Agreements with Guatemala, Honduras, and El Salvador. A democratic staff report prepared for the use of the Committee on Foreign Relations United States Senate*, 18/01/2021, <https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/Cruelty,%20Coercion,%20and%20Legal%20Contortions%20--%20SFRC%20Democratic%20Staff%20Report.pdf> [consulté le 24/06/2021]

Del Carmen Callejas Sibrian S., Verence Castro Avelar K., De Los Ángeles Torres Mejía M., *Oportunidades y desafíos para la inserción de personas retornadas al mercado laboral salvadoreño, en el marco del cumplimiento del objetivo de desarrollo sostenible 8: trabajo decente y crecimiento económico; caso comunidad Santa Marta, ciudad Victoria, Cabañas. Período 2014-2019*. Trabajo de grado para obtener el título de licenciada en relaciones internacionales, 03/2021, <http://ri.ues.edu.sv/id/eprint/23693/1/OPORTUNIDADES%20Y%20DESAF%3%8DOS%20PARA%20LA%20INSERCI%3%93N%20DE%20PERSONAS%20RETORNADAS%20AL%20MERCADO%20LABORAL%20SALVADORE%3%91O%2C%20EN%20EL%20MARCO%20DEL%20CUMPLIMIENTO%20DEL%20OBJETIVO%20DE%20DESARROLLO%20SOSTENIBLE%208.pdf> [consulté le 17/06/2021]

Deutsche Welle (DW), *Retorno de migrantes a El Salvador: la lucha por reintegrarse al "Pulgarcito" de América*, 08/01/2020, <https://www.dw.com/es/retorno-de-migrantes-a-el-salvador-la-lucha-por-reintegrarse-al-pulgarcito-de-am%C3%A9rica/a-51924732> [consulté le 26/11/2020]

Deutsche Welle (DW), *EE. UU. extiende hasta enero de 2021 TPS para El Salvador, Honduras y Nicaragua*, 01/11/2019, <https://www.dw.com/es/ee-uu-extiende-hasta-enero-de-2021-tps-para-el-salvador-honduras-y-nicaragua/a-51086961> [consulté le 05/12/2019]

Diario El Salvador, *Inauguran modernas instalaciones en albergue temporal para salvadoreños retornados*, 20/04/2021, <https://diarioelsalvador.com/inauguran-modernas-instalaciones-en-albergue-temporal-para-salvadorenos-retornados/68511/> [consulté le 17/06/2021]

EFE, *Canciller insiste en que El Salvador no es un tercer país seguro para migrantes*, 07/10/2019, <https://www.efe.com/efe/america/sociedad/canciller-insiste-en-que-el-salvador-no-es-un-tercer-pais-seguro-para-migrantes/20000013-4081644#> [consulté le 05/12/2019]

EFE, *Un 65 % de salvadoreños emigra ilegalmente a EE.UU. por razones económicas*, 21/04/2021, <https://www.efe.com/efe/america/sociedad/un-65-de-salvadorenos-emigra-ilegalmente-a-ee-uu-por-razones-economicas/20000013-4516971> [consulté le 17/06/2021]

- El Faro, *El Salvador backs U.S. claims that ongoing deportation flights are coronavirus-free*, 01/05/2020, https://elfaro.net/en/202004/el_salvador/24355/El-Salvador-Backs-US-Claims-that-Ongoing-Deportation-Flights-Are-Coronavirus-Free.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=3242547e4f-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-3242547e4f-358932316 [consulté le 05/05/2020]
- El Mundo, *Abren centro de atención al migrante en San Miguel*, 24/09/2019, <https://elmundo.sv/abren-centro-de-atencion-al-migrante-en-san-miguel/> [consulté le 10/12/2019]
- El Salvador Times, *Más de 700 salvadoreños deportados de Estados Unidos reciben formación técnica en San Miguel*, 26/09/2019, <https://www.elsalvadortimes.com/articulo/servicios/mas-700-salvadorenos-deportados-estados-unidos-reciben-formacion-tecnica-san-miguel/20190923174629063219.html> [consulté le 02/12/2019]
- El Salvador, *Cerca del 20% de salvadoreños deportados en 2018 poseen antecedentes penales*, 23/11/2019, <https://www.elsalvador.com/noticias/nacional/cerca-del-20-de-salvadorenos-deportados-en-2018-poseen-antecedentes-penales/542347/2018/> [consulté le 05/12/2019]
- El Salvador, *La historia de Jaime, salvadoreño retornado de EE. UU.: "Tuve que comenzar de nuevo en mi propio país"*, 17/09/2019, <https://www.elsalvador.com/eldiariodehoy/la-historia-de-jaime-tuve-que-comenzar-de-nuevo-en-mi-propio-pais/641153/2019/> [consulté le 29/11/2019]
- Federal Register, *Continuation of documentation for beneficiaries of Temporary Protected Status designations for El Salvador, Haiti, Nicaragua, Sudan, Honduras, and Nepal*, 12/09/2020, <https://www.federalregister.gov/documents/2020/12/09/2020-27154/continuation-of-documentation-for-beneficiaries-of-temporary-protected-status-designations-for-el> [consulté le 14/06/2021]
- Federal Register, *Implementing bilateral and multilateral asylum cooperative agreements under the immigration and nationality act*, 19/11/2019, <https://www.federalregister.gov/documents/2019/11/19/2019-25137/implementing-bilateral-and-multilateral-asylum-cooperative-agreements-under-the-immigration-and> [consulté le 05/12/2019]
- Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE), *Retornados. Estudios de caso de personas deportadas desde los Estados Unidos*, 19/11/2015, <http://www.repo.funde.org/1088/1/Retornados.pdf> [consulté le 20/02/2020]
- Fundación Panamericana para el Desarrollo (PADF) [site web], s.d., <https://www.fupad.org/> [consulté le 08/12/2020]
- Fundación Panamericana para el Desarrollo (PADF), *Generación de conocimiento y evidencia para la reintegración económica-laboral de migrantes retornados en los países del norte de Centroamérica (PNCA)*, 09/2020, https://padf.org/wp-content/uploads/2020/09/PADF_Generacion-de-Conocimientos.pdf [consulté le 19/10/2020]
- Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES), *Metodología de monitoreo y evaluación del programa municipal, Caja de herramientas para fortalecer a gobiernos locales en El Salvador ante los retos de la migración irregular en los territorios*, 04/2021, https://fusades.org/publicaciones/Migracion_evaluacion_municipal.pdf [consulté le 17/06/2021]
- Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES) (Flores A.), *Promover la inserción laboral de migrantes retornados*, Análisis Social No. 8., 11/2018
- FundaUngo, *Documento de propuesta de política pública migración y retorno*, 03/2019, [https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:fV_7Y-cgTYk\]:https://www.fundaungo.org.sv/asset/documents/936+&cd=1&hl=es-419&ct=clnk&gl=be](https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:fV_7Y-cgTYk]:https://www.fundaungo.org.sv/asset/documents/936+&cd=1&hl=es-419&ct=clnk&gl=be) [consulté le 26/11/2020]
- FundaUngo, *Personas migrantes retornadas, género y acceso a servicios sociales en El Salvador*, 06/2018, <https://www.fundaungo.org.sv/products/personas-migrantes-retornadas-genero-y-acceso-a-servicios-sociales-en-el-salvador/381> [consulté le 30/10/2020]
- FundaUngo, *Una aproximación a las políticas de atención a los deportados en los países del Triángulo Norte de Centroamérica - El Salvador*, 13/03/2017, https://ilaipp.org/wp-content/uploads/2017/04/Doc_Deportados-El-Salvador-reducido.pdf [consulté le 20/02/2020]
- FundaUngo, Woodrow Wilson Center, *Los riesgos y las oportunidades para la efectiva reinserción de los beneficiarios del TPS en El Salvador. Recomendaciones de política pública*, 14/05/2019,

<https://www.wilsoncenter.org/publication/los-riesgos-y-las-oportunidades-para-la-efectiva-reinsercion-de-los-beneficiarios-del> [consulté le 05/12/2019]

Gobierno de España, *L'Espagne mobilise la communauté internationale pour rechercher des solutions au phénomène des déplacements forcés en Amérique centrale*, 23/09/2020, http://www.exteriores.gob.es/Portal/fr/SalaDePrensa/NotasDePrensa/Paginas/2020_NOTAS_P/20200923_NOTA140.aspx [consulté le 05/07/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Deported to danger. United States deportation policies expose Salvadorans to death and abuse*, 02/2020, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/elsalvador0220_web_0.pdf [consulté le 02/03/2020]

Immigrant Legal Resource Center (ILRC), *100+ Policy changes that have devastated immigrants and asylum seekers*, 2020, https://www.ilrc.org/immigration-attacks?utm_campaign=Central%20American%20News&utm_medium=email&utm_source=Revue%20newsletter [consulté le 29/10/2020]

Infosegura, *La seguridad ciudadana en El Salvador durante 2018*, s.d., <https://www.infosegura.org/perfiles/el-salvador/> [consulté le 24/06/2019]

Iniciativa de Gestión de Información de Movilidad Humana en el Triángulo Norte (NTMI) [site web], s.d., <https://mic.iom.int/webntmi/acercade/> [consulté le 19/10/2020]

Iniciativa de Gestión de Información de Movilidad Humana en el Triángulo Norte (NTMI), *Retornos al Triángulo Norte de C.A. Enero-diciembre 2019*, 12/2019, <http://mic.iom.int/webntmi/descargas/tnca/2019/req12-2019.pdf> [consulté le 19/10/2020]

Iniciativa de Gestión de Información de Movilidad Humana en el Triángulo Norte (NTMI), *El Salvador : cifras oficiales de retornos, enero - octubre 2020*, 2020, https://mic.iom.int/webntmi/descargas/sv/2020/10/SV_oct2020.pdf [consulté le 15/12/2020]

Institute of Current World Affairs (ICWA), *An uncertain future for a Salvadoran returnee*, 28/03/2020, <https://www.icwa.org/uncertain-future-for-salvadoran-returnee/> [consulté le 08/05/2020]

Instituto Salvadoreño del Migrante (INSAMI) [site web], <https://insami.wixsite.com/elsalvador/quienes-somos> [consulté le 26/11/2020]

Inter-American Foundation, *ALSARE -- El Salvador*, s.d., <https://www.iaf.gov/es/grants/el-salvador/2018-alsare/> [consulté le 30/11/2020]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Cristosal, *The invisible majority. Returning to El Salvador. Signs of an internal displacement crisis*, 27/09/2018, http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/201809-idmc-el-salvador-case-study_3.pdf [consulté le 20/02/2020]

International Crisis Group (ICG), *Life under gang rule in El Salvador*, 26/11/2018, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/central-america/el-salvador/life-under-gang-rule-el-salvador> [consulté le 07/05/2019]

La Prensa Gráfica via YouTube, *Conozca los riesgos que enfrentan algunos de los deportados al llegar a El Salvador* [video], 06/02/2020, https://www.youtube.com/watch?v=bj3kbsJmpyk&ab_channel=LaPrensaGr%C3%A1ficaNoticiasdeElSalvador [consulté le 30/11/2020]

La Prensa Gráfica, *Inauguran 25 oficinas de atención a víctimas de desplazamiento forzado*, 03/10/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Inauguran-25-oficinas-de-atencion-a-victimas-de-desplazamiento-forzado-20191003-0345.html> [consulté le 26/11/2020]

La Prensa Gráfica, *Inauguran Centro de Atención al Migrante*, 24/09/2019, <https://www.laprensagrafica.com/elsalvador/Inauguran-Centro-de-Atencion-al-Migrante-20190923-0543.html> [consulté le 02/12/2019]

Latin America Working Group (LAWG), *No Rights, No Dignity: Risks Facing Deported Migrants in Honduras and El Salvador*, 11/01/2018, <https://www.lawg.org/no-rights-no-dignity-risks-facing-deported-migrants-in-honduras-and-el-salvador/#> [consulté le 11/06/2019]

- Marco Integral Regional para la Protección y Soluciones para abordar el desplazamiento forzado en Centroamérica y México (MIRPS), *Towards the implementation of the MIRPS in Central America & Mexico 2020 Concept notes on selected sectors*, 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full%20-%20MIRPS%20Quantification%20Concept%20Notes%20ENG%20-%20LowRes_compressed%20%281%29%20%281%29.pdf [consulté le 05/07/2021]
- Médecins sans frontières (MSF), *MSF Impulsion : Violence et migration en provenance d'Amérique centrale — pourquoi les gens cherchent-ils l'asile aux États-Unis ?*, 19/10/2018, <https://www.medecinsansfrontieres.ca/article/msf-impulsion-violence-et-migration-en-provenance-dam%C3%A9rique-centrale-%E2%80%94-pourquoi-les-gens> [consulté le 30/04/2019]
- Medicos Sin Fronteras (MSF), *Sin salida. La crisis humanitaria de la población migrante y solicitante de asilo atrapada entre Estados Unidos, México y el Triángulo Norte de Centroamérica (TNCA)*, 02/2020, <https://msf-spain.prezly.com/las-politicas-migratorias-de-estados-unidos-y-mexico-incrementan-los-riesgos-para-la-salud-y-la-seguridad-de-migrantes-y-refugiados> [consulté le 23/10/2020]
- Mesa de sociedad civil contra el desplazamiento forzado a causa de la violencia en El Salvador (MCDF), *Informe situacional del incumplimiento en la atención a las víctimas de desplazamiento forzado por parte del Estado de el Salvador*, 12/2019, <http://tuteladh.org/sitioweb/wp-content/uploads/2019/12/Informe-de-la-Mesa-de-la-Sociedad-Civil-contra-el-Desplazamiento-Forzado.pdf> [consulté le 05/07/2021]
- Migración y Extranjería [site web], s.d., <http://www.migracion.gob.sv/estadisticas-retornados/> [consulté le 30/11/2020]
- Migración y Extranjería, *Inauguran oficinas de atención a víctimas de desplazamiento y migración forzada*, 03/10/2019, <http://www.migracion.gob.sv/noticias/inauguran-oficinas-de-atencion-a-victimas-de-desplazamiento-y-migracion-forzada/> [consulté le 26/11/2020]
- Migration Policy Institute (MPI), *Sustainable reintegration: strategies to support migrants returning to Mexico and Central America*, 01/2019, <https://www.migrationpolicy.org/research/sustainable-reintegration-migrants-mexico-central-america> [consulté le 15/10/2020]
- Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, *Gobierno de El Salvador presenta Protocolo y Ventanillas de Atención a Mujeres Migrantes Retornadas*, 19/04/2021, <https://rree.gob.sv/gobierno-de-el-salvador-presenta-protocolo-y-ventanillas-de-atencion-a-mujeres-migrantes-retornadas/> [consulté le 17/06/2021]
- Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, *Abordando el desplazamiento forzado : el MIRPS en El Salvador*, s.d., http://www.exteriores.gob.es/Portal/es/SalaDePrensa/EIministerioInforma/Documents/MIRPS/MIRPS_CountryExp_lainer_ELSALVADOR_ES.pdf [consulté le 05/07/2021]
- Myria, *Verslag contactvergadering internationale bescherming 20 januari 2020*, s.d., https://www.myria.be/files/2021/01/20_Verslag_contactvergadering2.pdf [consulté le 16/02/2021]
- National Broadcasting Company (NBC), *Trans woman killed in El Salvador after U.S. deportation, rights group says*, 21/02/2019, <https://www.nbcnews.com/feature/nbc-out/trans-woman-killed-el-salvador-after-u-s-deportation-rights-n973771> [consulté le 12/04/2019]
- Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Panorama de las necesidades humanitarias. El Salvador, Guatemala y Honduras*, 03/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNO_CENTROAMERICA_marzo%202020-2.pdf [consulté le 23/10/2020]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *El Salvador : cifras oficiales de retornos. Enero – Abril 2021*, s.d., <https://mic.iom.int/webntmi/descargas/sv/2021/4/SVabr2021.pdf> [consulté le 14/06/2021]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *El Salvador : cifras oficiales de retornos. Enero – Diciembre 2020*, s.d., <https://mic.iom.int/webntmi/descargas/sv/2020/12/SVdic2020.pdf> [consulté le 14/06/2021]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Encuesta de medios de vida a población migrante retornada en El Salvador en el marco del COVID-19. DTM Covid-19 Ronda 2*, 2021, <http://mic.iom.int/webntmi/descargas/2020/ronda2/DTMCOVID19R2ESVF.pdf> [consulté le 05/07/2021]

- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *La OIM apoyará 70 emprendimientos de migrantes retornados a El Salvador*, 17/04/2018, <https://www.iom.int/es/news/la-oim-apoyara-70-emprendimientos-de-migrantes-retornados-el-salvador> [consulté le 24/06/2019]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *OIM, OEA y ACNUR analizaron la atención y reinserción de migrantes retornados a El Salvador*, 07/01/2017, <https://rosanjose.iom.int/site/es/noticia/oim-oea-y-acnur-analizaron-la-atenci%C3%B3n-y-reinserci%C3%B3n-de-migrantes-retornados-el-salvador> [consulté le 11/06/2019]
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Programa integral de inserción para la población Salvadoreña retornada*, 2016, <https://www.transparencia.gob.sv/institutions/rree/documents/189908/download> [consulté le 05/12/2019]
- Pew Research Center [site web], s.d., <https://www.pewresearch.org/about/> [consulté le 30/11/2020]
- Pew Research Center, *Facts on Latinos of Salvadoran origin in the U.S.*, 16/09/2019, <https://www.pewresearch.org/hispanic/fact-sheet/u-s-hispanics-facts-on-salvadoran-origin-latinos/> [consulté le 30/11/2020]
- Pew Research Center, *Many immigrants with Temporary Protected Status face uncertain future in U.S.*, 27/11/2019, <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/11/27/immigrants-temporary-protected-status-in-us/> [consulté le 29/10/2020]
- Refugee Law Initiative, Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *An atomised crisis. Reframing displacement caused by crime and violence in El Salvador*, 21/09/2018, <http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/201809-el-salvador-an-atomised-crisis-en.pdf> [consulté le 06/05/2019]
- Refugees International (Schacher Y., Schmidtke R., Sawyer A.), *Deportation with a Layover. Failure of protection under the U.S.-Guatemala asylum cooperative agreement*, 19/05/2020, <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/5/8/deportation-with-a-layover-failure-of-protection-under-the-us-guatemala-asylum-cooperative-agreement> [consulté le 10/11/2020]
- Refugees International, *Putting lives at risk : protection failures affecting Hondurans and Salvadorans deported from the United States and Mexico*, 14/02/2018, <https://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/5a849f81c830250842098d87/1518641035445/Northern+Triangle+-+Refugees+International.pdf> [consulté le 23/05/2019]
- Sistema de monitoreo de desplazamiento forzado en el Triangulo Norte de Centroamérica, *Señales de una crisis. Desplazamiento forzado interno por violencia en El Salvador, Guatemala y Honduras*, 2018, 11/06/2019, <https://enfoca.org/web/wp-content/uploads/2019/06/Se%C3%B1ales-de-una-Crisis.-Desplazamiento-forzado-2018.pdf> [consulté le 24/06/2019]
- Sonja Wolf [site web], s.d., <https://sonjawolf.wordpress.com/> [consulté le 05/07/2021]
- The Dialogue, *Central American migration. Current changes and development implications*, 06/11/2018, <https://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2018/11/CA-Migration-Report-Current-Changes-and-Development-Opportunities1.pdf> [consulté le 18/06/2019]
- The Guardian, *Women deported by Trump face deadly welcome from street gangs in El Salvador*, 13/01/2018, <https://www.theguardian.com/global-development/2018/jan/13/el-salvador-women-deported-by-trump-face-deadly-welcome-street-gangs> [consulté le 04/06/2019]
- The New Humanitarian (TNH), *Coronavirus in Guatemala compounds a long list of problems*, 04/05/2020, http://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/05/04/coronavirus-Guatemala-violence-drought-poverty?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=a46c04fbc2-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_ENGLISH_AMERICAS&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-a46c04fbc2-75558125 [consulté le 05/05/2020]
- The New Yorker (Stillman, S.), *When deportation is a death sentence*, 08/01/2018, <https://www.newyorker.com/magazine/2018/01/15/when-deportation-is-a-death-sentence> [consulté le 03/12/2019]
- The New Yorker, *The deportees taking our calls*, 23/01/2017, <https://www.newyorker.com/magazine/2017/01/23/the-deportees-taking-our-calls> [consulté le 11/06/2019]

Tribunal Administrativo Migratorio (TAM), Ministerio de Gobernación y Policía Costa Rica, *Informe de país de origen. El Salvador*, 02/2019

United Nations Children's Fund (UNICEF), *Desarraigados en Centroamérica y México. Los niños migrantes y refugiados se enfrentan a un círculo vicioso de adversidad y peligro (reporte)*, 14/08/2019, <https://www.unicef.org/lac/media/3141/file/PDF%20Desarraigados%20en%20Centroam%C3%A9rica%20y%20M%C3%A9xico.pdf> [consulté le 24/06/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *El Salvador*, s.d., <https://www.acnur.org/el-salvador.html> [consulté le 14/06/2021]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from El Salvador*, 03/2016, <https://www.refworld.org/docid/56e706e94.html> [consulté le 29/04/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Expanding operations in Central America 2019*, 11/02/2019, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2019%20Expanding%20Operations%20in%20Central%20America%20%28February%202019%29.pdf> [consulté le 12/04/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Global trends. Forced displacement in 2018*, 20/06/2019, <https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf> [consulté le 21/06/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Global trends. Forced displacement in 2019*, 18/06/2020, <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 19/10/2020]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Global trends. Forced displacement in 2020*, 18/06/2021, <https://www.unhcr.org/60b638e37/unhcr-global-trends-2020> [consulté le 21/06/2021]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Qué es el MIRPS Marco Integral Regional para la Protección y Soluciones para abordar el desplazamiento forzado en Centroamérica y México*, 06/04/2021, <https://www.acnur.org/5f11bb614.pdf> [consulté le 05/07/2021]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR El Salvador - Fact Sheet - October 2020*, s.d., https://www.acnur.org/5f8a11fd4#_ga=2.82154320.775737744.1625139037-206412759.1613134658 [consulté le 01/07/2021]

United Nations Human Rights Council, *Report of the Office of the United Nations High Commissioner of Human Rights*, 22/08/2019, <https://undocs.org/A/HRC/WG.6/34/SLV/2> [consulté le 24/10/2019]

United Nations Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons on her visit to El Salvador*, 23/04/2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1435138/1930_1528972103_q1811664.pdf [consulté le 04/07/2019]

United States Agency for International Development (USAID) via Ecoi.net, *Fact Sheet #6 Fiscal Year (FY) 2021*, 01/07/2021, https://www.ecoi.net/en/file/local/2055116/07.01.2021_-_El_Salvador_Guatemala_and_Honduras_Regional_Response_Fact_Sheet_6.pdf [consulté le 05/07/2021]

University of California, Los Angeles (UCLA) (Menjívar C.), *Temporary protected status for Central American immigrants*, 08/2020, <https://latino.ucla.edu/wp-content/uploads/2020/09/CM-Facuty-Brief.pdf> [consulté le 29/10/2020]

Woodrow Wilson Center, *What if they return ? How El Salvador, Honduras and the United States could prepare for an effective reintegration of TPS beneficiaries*, 29/06/2019, https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/lap_olson_and_wachter.pdf [consulté le 04/07/2019]

World Politics Review (WPR), *Kicked out of the U.S., Salvadoran deportees are struggling simply to stay alive*, 09/10/2018, <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/26302/kicked-out-of-the-u-s-salvadoran-deportees-are-struggling-simply-to-stay-alive> [consulté le 24/05/2019]

Xinhua, *Especial : "Casi pierdo la vida": Salvadoreño deportado recuerda detención en EEUU durante pandemia*, 31/05/2020, http://spanish.xinhuanet.com/2020-05/31/c_139101448.htm [consulté le 19/10/2020]